

L'agriculture à tout prix ?

De l'effervescence des marchés agricoles mondiaux à l'urgence
de repenser les politiques publiques

Repenser l'agriculture
et l'alimentation, c'est d'abord
leur donner du sens
dans la société

La grande braderie
des valeurs de la Terre

LES CAHIERS
DU GROUPE SAINT-GERMAIN



N° 1 FÉVRIER 08

2 Repenser l'agriculture, c'est d'abord lui donner du sens dans la société
Stéphane Le Foll, *député européen*

5 Agriculture française : quelques clés pour une Politique agricole commune revisitée
Groupe Saint-Germain

9 Pour l'intensification... des processus écologiques
Groupe Saint-Germain

11 Europe et Méditerranée : derrière la façade, les fissures de la situation agricole et alimentaire
Bertrand Hervieu, *sociologue*

13 Campagnes de Russie : la question des approvisionnements
Jean-Claude Flamant, *agronome*

Marchés

14 L'agriculture à tout prix ? De l'effervescence des marchés agricoles mondiaux à l'urgence de repenser les politiques publiques

16 Les fruits amers d'un libéralisme irresponsable
Lucien Bourgeois, *économiste*

19 Nous payons actuellement la dérégulation
Gilles Allaire et Lucien Bourgeois, *économistes*

24 50 ans après le Traité de Rome, refonder la PAC...
Philippe Mauguin, *ingénieur du Génie Rural, des Eaux et des Forêts*

26 Politiques publiques et marchés agricoles : pallier n'est plus jouer?...
Vincent Chatelier et Gilles Allaire, *économistes*

30 Donner un sens et une justice aux aides directes
Groupe Saint-Germain

32 Le retour de la question des substances
Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud, *historiens*

Figures

36
38 La grande braderie des valeurs de la Terre
Patrick Denoux, *professeur de psychologie interculturelle*

42 La tentation du déni
Patrick Denoux, *professeur de psychologie interculturelle*

44 Un passé mythifié, des agriculteurs mis au musée
Jean-Luc Mayaud, *historien*

46 Bouffée d'angoisse
Aline Peréva

47 EN (RE) LECTURE



Les « Cahiers du Groupe Saint-Germain »
Directeur de la publication, Stéphane Le Foll.
Direction artistique, Gilles Sire.
Maquette, Laurence Harispe.
Impression, Imprimerie Lahournère (Toulouse).
Imprimé sur papier recyclé.

Pour contacter le Groupe Saint-Germain.
Adresse : 15, rue 1814.
31500 Toulouse.
Téléphone : 02 43 23 79 19
Courriel :
groupesaintgermain@yahoo.fr

Ce N° 1 des « Cahiers du Groupe Saint-Germain » a été édité grâce au soutien financier de l'association Études Économie Rurale (EER).



L'agriculture et le monde aujourd'hui et demain

Edgard Pisani,
président d'honneur du Groupe Saint-Germain

L'agriculture ne peut se penser, ne peut être pensée seule mais comme l'une des « parties » d'un ensemble.

L'agriculture française ne peut se définir seule mais comme une partie importante de l'agriculture européenne, elle-même en symbiose avec l'agriculture mondiale.

Les équilibres agroalimentaires ne durent guère parce qu'ils sont mis en cause par des évolutions et peuvent être bouleversés par des événements :

– démographie qui, en hausse rapide aujourd'hui, laisse prévoir une baisse significative, inquiétante demain ou après demain,

– exode rural parfois nécessaire aux progrès agricoles, mais désormais menaçant par les problèmes de tous ordres posés par l'urbanisation,

– climat et environnement qui en appellent à des disciplines que le monde ne semble capable ni d'adopter ni, même, de définir,

– terres disponibles alors que tout le cultivable n'est pas cultivé mais que le très fertile est dévoré par les villes et les océans,

– disponibilité en eau quand les deux tiers de l'eau potable disponible sont utilisés pour l'irrigation, que la demande humaine s'accroît et que la production-distribution de l'eau de mer ne saurait, à cause de son coût et de la limitation de son aire géographique, satisfaire qu'une partie limitée des besoins,

– la diffusion possible et nécessaire des progrès techniques ouvre des perspectives significatives mais exige des efforts considérables d'organisation et de financement (en Afrique par exemple),

– la pénurie annoncée des carburants menace un équilibre déjà problématique, elle est l'une des causes de la hausse des prix agricoles et entraîne la

disparition de centaines de milliers d'hectares de forêts tropicales et subtropicales.

Ainsi, la hausse des prix agricoles dont nous sommes les témoins est un avertissement dont il faut se réjouir, moins parce qu'il répond à l'attente normale des agriculteurs, que du fait qu'il invitera les responsables politiques du monde (il devrait les en convaincre) à renoncer aux critères suivant lesquels ils entendent déréguler les échanges internationaux des produits destinés à l'alimentation. Le temps est venu où l'environnement connaîtra les plus grands risques car les besoins alimentaires augmentent et sont concurrencés par des productions non alimentaires alors que les « facteurs de production » se font moins abondants.

Comment convaincre les paysans et agriculteurs de la planète et de « chez nous » qu'ils ne forment qu'une partie qui dépend du tout ? Comment convaincre le « tout » que sa vie dépend de la place qu'il saura faire au « secteur agroalimentaire » ? Comment convaincre toutes les « parties » que le Monde en est arrivé à des tensions telles que ni le travail ni l'entreprise, ni l'Orient contre l'Occident, ni la révolte des laissés pour compte contre l'arrogante suffisance des pourvus ne résoudront les problèmes du Monde qui, pour la première fois de sa longue histoire, est gravement menacé. Parmi de nombreux autres, trois faits le suggèrent : la destruction de la forêt amazonienne pour favoriser la production de colza et de maïs ; la politique démographique de la Chine qui, pour lutter contre le surpeuplement prend le chemin au bout duquel il sera un pays vieux au moment sans doute où il sera devenu le plus riche du monde ; l'inconscience de chacun d'entre nous qui, en dépit de son prix, continue à surconsommer un carburant au moment où il devient ressource rare et cher.

Le temps est venu de « penser Monde », le temps est venu de penser ensemble les problèmes que la manie des experts s'entête à penser séparément, égoïstement. Qui le fera et comment le pourra-t-il ? L'organisation des nations du monde étant fractionnée en agences indépendantes pour ne pas dire concurrentes, le temps est venu d'entreprendre une étude prospective, toutes disciplines associées, pour voir comment et combien l'autonomie de ces disciplines est fatale pour l'avenir du Monde.

Il n'est pas de politique sectorielle qui n'ait aucun effet sur des secteurs qui lui sont apparemment étrangers. Il n'existe guère de secteur qui n'agisse sur l'agriculture et sur lesquels l'activité agricole soit sans effet. Alors que la FAO n'a pas d'influence et que l'OMC prétend jouer les régulateurs, le monde agricole doit entreprendre une réflexion pluridisciplinaire sérieuse sur « L'avenir de l'agriculture et celui du monde ». Les éléments de cette réflexion existent, il n'est que de les réunir et d'analyser leurs interactions. Cette réflexion démontrerait sans nul doute que le monde agricole n'est pas un quémendeur mais un acteur décisif de l'équilibre mondial.

Pourquoi les organisations agricoles françaises ne proposeraient-elles pas à l'ensemble de leurs sœurs d'Europe d'entreprendre une telle étude, dans le seul souci de redéfinir de façon pertinente la Politique Agricole Commune ? Elles manifesteraient ainsi qu'elles ne s'accrochent pas au passé, qu'elles sont tendues vers l'avenir. Le jeu en vaut la chandelle. □

Repenser l'agriculture, c'est d'abord lui donner du sens dans la société

Nous avons changé de siècle et de monde. Les modèles dominants de production agricole trouvent leurs limites. Il est temps d'être lucides et de dégager les issues possibles.

avec **Stéphane Le Foll**, député européen et président du Groupe Saint-Germain

Les Cahiers : Pourquoi avoir suscité la création du Groupe Saint-Germain ?

Stéphane Le Foll : Parce qu'il y a urgence à repenser un projet pour l'agriculture et l'alimentation : ses modèles de production, ses grandes fonctions, sa place au sein de nos sociétés. Ce premier numéro des Cahiers du Groupe Saint-Germain cherche à reformuler les questionnements comme les arguments. D'autres suivront, pour apporter des réponses.

À l'heure où l'on discute des objectifs de la Politique Agricole Commune qui a connu trois grandes réformes en quinze ans, où les prix des matières premières agricoles connaissent de fortes secousses, où les agricultrices et les agriculteurs expriment de grandes inquiétudes, du moins en France, il convenait de rassembler toutes les personnalités qui peuvent aider à construire un projet cohérent et à développer une pensée politique claire en matière d'agriculture. Un projet qui englobe l'alimentation, l'environnement et la dimension territoriale ; qui redonne une dignité aux agriculteurs et qui recueille l'adhésion de la société tout entière. C'est tout l'objet du travail engagé par le Groupe Saint-Germain.

Quelles compétences rassemble ce groupe de travail ?

Toutes celles qui contribuent à donner du sens ! Les chercheurs ou experts qui y participent sont agronomes, historiens,

sociologues, économistes... Surtout, nous avançons à travers des échanges très ouverts, pour sortir d'une logique sectorielle, corporatiste et exclusivement hexagonale de l'agriculture. Notre approche vise à appréhender pleinement toutes les contraintes et les enjeux que connaît le monde agricole pour donner chair à un projet mobilisateur et lisible par tous.

De ces discussions, émergent ainsi progressivement de grandes lignes directrices, sur les défis alimentaires, environnementaux, énergétiques, sociaux et culturels auxquels l'agriculture peut et doit répondre.

À quelle échelle menez-vous ces réflexions ? À celle de la France, de l'Europe, du Monde ?

Nous raisonnons forcément à l'échelle mondiale, car aucun grand sujet n'échappe aujourd'hui à la logique des échanges internationaux et de la répartition géographique des ressources. L'agriculture plus que les autres encore, car elle est liée à la question alimentaire et constitue donc un enjeu géostratégique pour chaque pays. Aussi n'est-il pas raisonnable de construire un projet pour l'agriculture sans le situer dans ce Monde en mouvement. Deuxièmement, l'Europe communautaire, qui rassemble 500 millions d'habitants et qui possède une Politique Agricole Commune est l'espace où nous devons agir et concevoir notre projet agricole, territorial et alimentaire.

Et puis, il y a un dernier échelon à ne pas oublier, c'est le local, où s'expérimentent les dispositifs et où naissent les initiatives. On ne peut pas traiter de la question agricole, dans ces enjeux alimentaires, territoriaux, économiques et sociaux, sans embrasser ces trois niveaux de réflexion et sans tenter d'articuler les différentes échelles d'action.

Repenser l'agriculture, cela suppose de changer notre regard sur l'agriculture ?

Nous avons changé de siècle et de monde.

Les modèles dominants de production agricole trouvent leurs limites. Il est temps d'être lucides, de repérer les impasses vers lesquelles nous allons, et de dégager les issues possibles. Elles existent. Mais cela suppose effectivement de sortir de la logique actuelle, où l'on ne parle de l'agriculture qu'à travers son budget, ses normes, ses crises sanitaires et de marché, où l'on ne veut plus regarder ce qu'elle porte comme projet global. Regardez le Grenelle de l'Environnement et les sujets abordés : les OGM, les pesticides, les zones à protéger, la biodiversité, les sols... Autant de débats cloisonnés qui ne font l'objet d'aucune connexion entre eux. La démarche du Groupe Saint-Germain est certes plus difficile, car pour appréhender l'ensemble du dossier, il ne faut pas craindre d'affronter la complexité, mais comment donner du sens en procédant autrement ? Segmenter les sujets et les objets de débat débouche sur des réponses parcellaires, voire erronées.

C'est, selon vous, ce qui a conduit à la myopie sur la question des agrocarburants ?

Oui. Nous avons été parmi les premiers, au travers du document que nous avons publié début 2007¹, à poser le postulat « Rouler ou manger » ? Et nous voyons bien aujourd'hui que si nous ne raisonnons sur le dossier des agrocarburants que sous l'angle de l'énergie, nous passons à côté des questions qu'il soulève en termes de surfaces disponibles et de compétition entre l'alimentation et les carburants. Cela ne peut conduire qu'à de graves erreurs qui vont apparaître de plus en plus avec le temps. Ainsi, et c'est dit dans ce document, l'impact des surfaces consacrées à l'éthanol aux États-Unis a un grand rôle dans la montée des prix des céréales sur le marché mondial.

**Il n'est ni un jardinier
de l'espace,
ni un agri-manager.**

1. Parce que le monde change, il est vital de repenser le projet de l'agriculture, publié par le Groupe Saint-Germain, en janvier 2007. Pour le télécharger : http://www.lefoll.net/uploads/media/livre_agriculture.pdf

Vous avez évoqué les inquiétudes des agriculteurs français. Comment prenez-vous en compte les tiraillements qu'ils vivent ?

Les agriculteurs que nous rencontrons expriment un sentiment de malaise très grand. Ils se sentent isolés, tiraillés entre des exigences nouvelles et des demandes parfois contradictoires. En travaillant à re-définir leurs fonctions de manière à ce que leur utilité soit collectivement reconnue, notre démarche vise à la fois à prendre en compte une dimension économique, environnementale et sociale et à leur redonner une place dans nos sociétés contemporaines. Il faut replacer l'agriculteur dans son cœur de métier, son savoir-faire. Il n'est ni un jardinier de l'espace, ni un agri-manager. C'est un producteur de biens et ce faisant, à condition qu'on lui en fournisse les moyens, il est le mieux placé pour gérer le vivant et les capacités productives des écosystèmes. Toute politique agricole doit tenir compte de ces deux éléments : les biens et les services.

Comment relier la pensée et l'action politique ?

L'action politique, c'est une succession de décisions au présent. Elle se fonde en même temps sur la base d'idées claires, de convictions et de capacités à préparer l'avenir. Le lien entre la réflexion et l'action politique est indispensable : pour agir, il faut penser. Tout l'enjeu des débats que nous avons au sein du Groupe Saint-Germain consiste à déterminer des objectifs pour l'agriculture en France et en Europe, pour permettre l'action à l'échelle politique locale, nationale et européenne.

Le Parlement européen est méconnu. A-t-il réellement une marge de manœuvre sur la question agricole ?

Il a beaucoup plus de capacité d'action qu'on ne le pense et qu'on ne le dit. Celui-ci est même appelé à avoir de plus en plus d'importance, au regard du Traité de

Lisbonne² qui renforce le rôle de cette assemblée, en lui donnant plus de pouvoir budgétaire et législatif, notamment sur l'agriculture qui continue à être la seule politique intégrée en Europe avec celle de la solidarité. Le Parlement connaît des débats passionnés mais qui débouchent souvent sur des lignes convergentes entre députés de pays et de sensibilité politique différents. C'est d'ailleurs l'une des caractéristiques essentielles de cette instance : au lieu de privilégier les intérêts des États membres, elle se concentre sur l'intérêt de l'Europe en tant que telle. Cela ouvre des perspectives pour tous ceux qui veulent voir progresser concrètement le projet européen, au nom de l'ambition collective et de l'intérêt général, pour que la solidarité continentale l'emporte contre toutes les logiques de repli sur soi ou de laisser faire.

La question de l'alimentation ne saurait se résumer à celle de l'ingestion de protéines.

Revenons à la PAC. Son budget s'inscrit actuellement dans les perspectives financières 2007-2013. Cela signifie-t-il que son montant ne peut pas être réduit d'ici là ?

Normalement, il ne doit pas et ne peut pas bouger. Mais il faut être vigilant. Car si l'on ne redéfinit pas des objectifs clairs pour la politique agricole européenne, seule la logique budgétaire l'emportera...

Et là, nous risquons d'y perdre beaucoup. C'est pourquoi le débat engagé sur le bilan de santé de la PAC aujourd'hui est un débat essentiel où nous devons prendre toute notre place pour éviter des choix irréversibles. D'abord, dans le domaine de la dérégulation qui est engagée aujourd'hui par la Commission, comme l'illustre le refus de toute politique d'intervention alors même que les stocks de céréales dans le monde sont trop bas. Comment peut-il y

avoir des stocks de sécurité alimentaire sans impulsion publique ?

Deuxièmement, même si nous acceptons la logique du premier et du deuxième pilier de la PAC, engager un découplage total et un abandon des politiques spécifiques pour certaines productions, comme on nous le propose actuellement, risque d'amputer pour longtemps la diversité des agricultures européennes.

Au niveau européen, une pensée agricole est-elle attendue ?

Tous les acteurs de l'agriculture attendent une clarification et un cap, au niveau européen, national et local. Nous devons faire en sorte que l'agriculture européenne reste à la fois compétitive par rapport aux autres grandes régions du Monde, qu'elle assure sa propre subsistance et participe à celle de la planète, tout en prenant en compte la durabilité des conditions de production. Sur ce point clé, le Groupe Saint-Germain a beaucoup avancé dans ses réflexions, notamment en termes de nouveaux modèles de production. De même, en explorant constamment les liens entre l'agriculture, les territoires, la société, nous souhaitons insister sur la question des cultures alimentaires. Qu'y a-t-il derrière le produit agricole ? La question de l'alimentation ne saurait se résumer à celle de l'ingestion de protéines. Ses dimensions historiques, sociales et symboliques jouent un rôle fondamental dans nos sociétés, y compris et surtout dans une Europe à vingt-sept. □

2. Traité modificatif au Traité sur l'Union européenne (dit Traité de Maastricht) et au Traité instituant la Communauté Européenne (dit Traité de Rome). Préparé à partir de 2007, il a été approuvé à Lisbonne par le Conseil Européen le 19 octobre 2007 et signé par les 27 chefs d'État ou de Gouvernement le 13 décembre 2007. Son entrée en vigueur, prévue le 1^{er} janvier 2009, est conditionnée par la ratification de ce Traité par chaque État membre, selon les modalités qu'il aura prévues.



Agriculture française : quelques clés pour une Politique Agricole Commune revisitée

**Le monde agricole mérite
reconnaissance et intérêt.
La société mérite aussi que les
agriculteurs prêtent attention aux
orientations qu'elle leur propose.**

Groupe Saint-Germain

Les paradoxes d'une réussite. En fait, prenons tout d'abord conscience d'un paradoxe : la politique agricole a atteint les objectifs qu'elle s'était donnée et les agriculteurs ont pleinement réalisé ce que l'ensemble de la société attendait d'eux et ce qu'ils avaient décidé de faire ensemble, mais l'insatisfaction des uns et des autres est générale quant à ses conséquences, à la fois économiques, sociales et écologiques. Explications.

Les indicateurs de la réussite sont éloquentes : pour la première fois dans la longue histoire de notre pays, l'abondance alimentaire est assurée depuis plusieurs décennies, les agriculteurs ont obtenu une garantie de revenu et une protection sociale similaires à celles des autres catégories de la population, leurs organismes économiques ont conquis des marchés dans le monde entier, leur système de formation et de recherche figure désormais parmi les plus performants au niveau international. Et non seulement l'exode rural est stoppé mais, depuis vingt ans, la plupart des campagnes se repeuple.

Les sujets d'insatisfaction sont tout aussi impressionnants. Les effets pervers de la réussite sont pointés avec une lucidité qui peut être cruelle. Ainsi, pour les agriculteurs, les remises en cause successives de la Politique Agricole Commune sont insupportables et l'accompagnement administratif de celle-ci est jugé paperassier,

tatillon, voire incohérent. Le fait qu'une forte proportion de leur revenu repose sur des aides directes en proportion des surfaces exploitées et non par la rémunération de leur production les insupporte. Ils ressentent la diminution continue de leur nombre au sein de la société comme un danger majeur et une sanction. Ils vivent également mal les mises en cause dont ils sont l'objet de la part des autres composantes de la société devenue très majoritairement urbaine. Or, pour celle-ci, la garantie de revenu assurée aux agriculteurs par l'aide publique constitue un privilège qui ne serait pas payé en retour : ils accusent les agriculteurs de polluer les ressources en eau, de détériorer les sols, de détruire la biodiversité, d'affadir le goût des aliments, d'élever les animaux sans respect pour leur bien-être et avec des pratiques dangereuses pour la santé humaine. La modernité technique gagnée par les agriculteurs pose problème : les gens croyaient que les agriculteurs étaient encore des paysans et ils les découvrent techniciens et entrepreneurs ! En un mot, ils mettent en cause le modèle technique qui a permis une plus grande productivité du travail, l'abondance alimentaire et la baisse des prix. On pourrait en rajouter ! Les critiques des uns sont à la mesure du désarroi des autres, l'étendue des désillusions à mettre en relation avec le succès obtenu. Le malentendu est considérable. Et pour ajouter à la difficulté, pointons que le monde agricole est lui-même divisé quant aux voies dans lesquelles il lui faudrait s'engager désormais. On y reviendra.

Aux risques de l'abondance. Il est incontestable que la politique agricole et les choix techniques qui l'ont permis au cours des dernières décennies ont été un succès. Mais lorsqu'une politique agricole, telle que celle qui a été mise en œuvre en France, a fait la preuve de sa réussite, a atteint ses objectifs et a réveillé la dynamique de production... il faut la changer, argumente Edgard Pisani. Si les handi-

caps ont été surmontés et les insuffisances antérieures palliées, il faut passer à autre chose, il faut désormais se mobiliser sur de nouveaux enjeux. L'erreur ne réside donc pas dans les choix qui avaient été faits, elle serait de poursuivre dans la même ligne et de s'entêter dans une position de défense. Car le monde a changé et les mentalités ont évolué depuis l'impulsion première des années 60, avec le concours de la profession agricole entraînée par les idées de la JAC. De nouvelles valeurs remettent en cause les anciennes. Le mouvement de modernité agricole privilégiait à l'origine la performance technique et la capacité de produire plus par hectare et par vache. Résultat, la France est devenue une des premières puissances agricoles au monde. Or toutes les conséquences de l'abondance de biens marchands n'avaient probablement pas été anticipées. À situation inédite, réaction inédite! On n'avait pas imaginé qu'elle allait induire chez les consommateurs une « culture du choix » et que, avec le développement de la grande distribution et l'ouverture des frontières aux produits du monde entier, elle allait exercer une forte pression en faveur des prix bas. On n'avait pas imaginé que des crises alimentaires d'un genre nouveau allaient se manifester dans nos pays développés, non pas des crises de pénurie, mais des crises de confiance quant à la sécurité sanitaire, entraînant de la défiance, donc des chutes de consommation et par conséquent des crises économiques affectant lourdement les producteurs – tour à tour viande de bœuf, poulets, fromages au lait cru, voire saumons d'élevage et huîtres, les exemples sont nombreux.

Prenons conscience que les gens s'expriment de deux manières : en tant que consommateurs par leurs actes d'achat,

Les critiques des uns sont à la mesure du désarroi des autres, l'étendue des désillusions à mettre en relation avec le succès obtenu.

en tant que citoyens par l'idée qu'ils ont d'un monde meilleur. Par conséquent, ils ne se sont pas contentés de leur rôle d'acteur économique en tant que consommateurs : ils ont progressivement exigé en tant que citoyens que les décideurs politiques mettent en place des dispositifs – législations nationales et réglementations européennes – s'imposant à tous, en vue d'assurer la sécurité sanitaire des aliments, le respect de l'environnement et le bien-être des animaux, sans que cela se traduise par une hausse des prix. La logique économique a été totalement renversée : ce sont les consommateurs par l'intermédiaire de la grande distribution et les citoyens relayés par les décideurs politiques qui sont à l'origine d'une chaîne d'informations envoyées aux producteurs, chaîne dont les messages déterminent désormais la production et la circulation des biens marchands. « *Chain reversal* », c'est le nouveau concept dans son expression anglaise, bien compris et adopté par exemple par les groupes coopératifs agricoles hollandais tout autant que par la grande distribution. « *Renverser le sens des filières* » – en français – cela signifie qu'il ne faut plus raisonner l'agriculture « *de la fourche à la fourchette* » ou « *du champ à l'assiette* » mais « *de l'assiette au champ* ». Et ce n'est pas suffisant, il faut encore penser plus large : « *Chain reversal* », ou « *Renverser le sens des filières* », se réfère non seulement au contenu de l'assiette du consommateur mais aussi au droit de regard que le citoyen entend exercer sur les conditions de production des agriculteurs : usage des pesticides et des organismes génétiquement modifiés, recours à l'irrigation, entravement des animaux. À tort ou à raison, diront certains. Mais là n'est pas le problème : il faut considérer la situation comme la nouvelle donne sociétale avec laquelle les acteurs économiques doivent compter. Les agriculteurs ne peuvent pas faire comme s'ils



ignoraient les nouvelles préoccupations de la société et auxquelles eux-mêmes peuvent adhérer en tant que citoyens comme les autres. Ce qui a changé, c'est que ce sont les actes d'achat des consommateurs et les nouvelles conceptions des citoyens qui donnent le sens et l'impulsion aux « chaînes » de production. Le bouleversement est considérable et ses conséquences tout autant.

Transformer les contraintes en atouts.

Cette nouvelle situation tend à être perçue par les agriculteurs comme génératrice de nouvelles contraintes qui pèsent sur l'exercice de leur métier. La proximité des urbains, dispersés dans les campagnes, est loin d'être sereine et suscite incompréhensions et humeurs. Les règles de protection de l'environnement sans souci des conséquences économiques qu'elles entraînent sont taxées d'ignorance par les producteurs. Ponctuellement, l'introduction d'ours slovènes dans les Pyrénées est perçue par les éleveurs comme une négation de leur métier et de leur savoir-faire. Face à cette situation, les attitudes sont variées au sein du monde agricole. Ainsi, les grands ensembles coopératifs choisissent d'intégrer ces contraintes dans leur stratégie de groupe et d'en faire la pédagogie auprès de leurs adhérents.

Des agriculteurs individuels en nombre croissant font l'option d'une plus grande proximité avec les consommateurs par la vente directe, par exemple par la pratique des « paniers » d'appui à l'agriculture paysanne, stimulant le rapprochement entre les comportements d'achats et les aspirations des citoyens. Pour d'autres, il s'agit d'investir la niche économique de l'agriculture biologique et, plus généralement, des produits sous

**Ce sont les actes
d'achat des
consommateurs et
les nouvelles conceptions
des citoyens qui
donnent le sens et
l'impulsion aux « chaînes »
de production.**

signes de qualité exprimant un lien explicite au territoire.

Transformer les contraintes en atouts... Par exemple, la proximité nouvelle avec des urbains venus dans l'espace rural, soit pour des motifs économiques de coût de l'habitat, soit pour un réel « désir de campagne », ne pourrait-elle pas constituer une chance pour les agriculteurs de rencontrer ceux qui ne les comprennent plus et de rendre sensibles les conditions d'exercice de leur métier ? S'agissant de l'environnement, l'agriculture productiviste, accusée d'être onéreuse et polluante sans contrôles, évolue vers une agriculture respectueuse de l'environnement, dans le cadre de règles d'« écoconditionnalité » des aides. Mais il s'agit encore d'une attitude de défense. Il ne suffit pas d'introduire un zeste d'écologie pour que change la conception de l'agriculture dans son ensemble. Les pratiques agricoles ne pourraient-elles pas être, non seulement respectueuses de l'environnement, mais positives pour l'environnement et pour la biodiversité ? L'agriculture « problème » ne pourrait-elle pas être « solution » ?

À l'écoute des dynamiques et des mouvements qui se manifestent de par le monde, y compris dans les pays les plus pauvres, une attention particulière doit être portée par exemple au mouvement « écoagriculture ». Celui-ci défend qu'il est possible d'être à la fois productif et positif pour la biodiversité, que la biodiversité constitue un atout pour économiser les intrants de substances chimiques et constitue donc un facteur de productivité. Michel Griffon, dans son récent ouvrage « Nourrir la planète » met en avant, avec une logique similaire, le concept d'agriculture « doublement verte ». Il faudra bien nourrir 8 ou 9 milliards d'hommes sur la terre, et satisfaire aussi de nouveaux besoins énergétiques provenant de l'agriculture, une agriculture qui devra montrer elle-même des vertus d'économie de ses dépenses. Cela ne pourrait-il pas se réaliser avec des pratiques s'appuyant

sur les capacités de la microfaune et de la microbiologie des sols, sur le rôle de la matière organique dans la maîtrise du cycle du carbone? Participent à ces perspectives les travaux du sol simplifiés: la suppression des labours et la disparition des sillons séculaires, les semis directs, l'usage raisonné des pesticides et des fertilisants, la réintroduction d'assolements complexes, voire de mélange... Un domaine est largement ouvert à la recherche agronomique comme à l'innovation développée par des agriculteurs eux-mêmes. Ce que l'on nomme la nouvelle « modernisation » de l'agriculture signifierait donc l'adoption de techniques agricoles positives pour l'environnement tout en étant productives quantitativement. Car n'oublions pas que, dans le futur, nous aurons besoin de quantités sur des surfaces limitées, à la fois pour l'alimentation, pour la production de bioénergies et d'agromatériaux.

Les pratiques agricoles ne pourraient-elles pas être, non seulement respectueuses de l'environnement, mais positives pour l'environnement et pour la biodiversité ?

Les défis d'une nouvelle politique agricole. Peut-on faire l'esquisse du mouvement qui pourrait s'amorcer? Tout d'abord, les agriculteurs ne pourraient-ils pas s'emparer de ces dynamiques et renverser la perception qu'ils en ont eux-mêmes? Il faudrait pour cela faire confiance à leur inventivité et les reconnaître comme de véritables « leaders » d'opinion. Passionnés, ils pourraient sans esprit revancharde faire pièce au désarroi des organisations agricoles face aux difficultés actuelles de pilotage.

Mais cela signifie qu'ils doivent aussi prendre appui sur la conception qu'ont de l'agriculture et des territoires ruraux les consommateurs citoyens. Certes, les agriculteurs ont refusé d'être perçus comme les « jardiniers de l'espace », comme faisant trop de part au « spectacle »¹, mais

refuseront-ils le statut de « gestionnaires des écosystèmes » que propose Michel Griffon en s'appuyant sur le rapport du Millenium Ecosystem Assessment²? Peuvent-ils reconnaître cette fonction comme centrale (et non plus subie), alors qu'ils sont en première ligne pour la gestion du vivant? Ils sont peut-être des acteurs parmi d'autres, mais essentiels en regard de nécessités collectives: alimentation, énergie, environnement... Dans une logique de relative pénurie entraînant une hausse progressive des prix agricoles, les aides aux agriculteurs pourraient être réorientées vers l'appui à la conversion vers une agriculture « à valeur écologique ajoutée ».

On évoque souvent le principe de « bipolarité » de l'agriculture – marchés, société – qui signifie que certains agriculteurs se consacrent à de la production de masse dans le cadre de marchés internationaux, tandis que d'autres auraient des activités plus tangibles aux yeux de la société. Peut-être faut-il comprendre d'abord que les acteurs agricoles, quels qu'ils soient, sont en tension entre le mouvement de mondialisation qui polarise les marchés, donc la valorisation économique des productions, et la fonction d'utilité sociale qui se manifeste en proximité. En fait, les exploitations agricoles sont l'une et l'autre. Il ne s'agit pas d'une agriculture à deux vitesses mais de formes agricoles qui s'ajustent de différentes manières entre ces deux pôles, et en référence à des principes fondamentaux concernant l'environnement et la santé. Toutes les exploitations agricoles ont leur rôle à jouer dans leurs fonctions de gestion de la biosphère.

Une politique agricole accompagnant cette logique doit avoir une lisibilité collective, et pas uniquement par les acteurs de l'agriculture. Elle doit pouvoir être comprise de tous. Elle doit s'adresser d'abord à l'ensemble de la société. Avec l'adhésion des acteurs agricoles bien sûr, mais en osant qu'elle soit largement débattue

1. Lire Bertrand Hervieu et Jean Viard: « *Au bonheur des campagnes* ».

2. Le Millenium Ecosystem Assessment, ou, en français, l'Évaluation des Écosystèmes pour le Millénaire, désigne un rapport publié en 2005, et remis au Secrétaire général des Nations-Unis, à l'issue de 4 années de travaux, regroupant un millier d'experts issus de près d'une centaine de pays. <http://www.millenniumassessment.org/fr/index.aspx>



avec les citoyens de différentes catégories et fonctions en vue d'aboutir d'une part à une compréhension partagée des enjeux, d'autre part aux principes d'un nouveau contrat agriculture/société. Cette attitude repose sur la primauté du concept de « chaînes » d'informations – un flux d'informations et de messages qui remontent depuis le consommateur et le citoyen vers le producteur – par rapport à celui, classiquement admis dans le monde agricole, de « filières » de produits – un flux de produits vers les clients. En fait, les « filières » sont aujourd'hui dépendantes des « chaînes ». Ce primat de l'information donne toute son importance aux représentations, aux dimensions culturelles, aux systèmes de communication... comme étant essentiels à prendre en compte dans la construction d'une nouvelle politique agricole.

Il est nécessaire, pour compléter le dispositif, de raisonner ce que peuvent être les différents niveaux de responsabilité publique pour l'agriculture. Schématiquement, d'un côté l'État et Bruxelles, de l'autre les collectivités territoriales à l'échelle locale (communautés de communes), avec les Régions en position intermédiaire. C'est dire qu'il y a là aussi à remettre en cause ce qui semblait aller de soi : une politique agricole « commune » alors que chaque niveau peut avoir sa part dans une politique agricole. Le niveau « Bruxelles + État » garderait ses fonctions de gestion et de régulation de l'agriculture dans ses rapports aux grands équilibres mondiaux (économiques et environnementaux) avec des volets nationaux. Tandis que les échelons « Région + communautés de communes » s'impliqueraient dans les questions qui mettent en rapport les acteurs agricoles avec le reste de la société, tout particulièrement répondant à différentes formes de « désir de campagne » et de « désir de la campagne et du monde rural ». Entre le local et le mondial, un nouveau rôle politique pour les Régions ! □

Pour l'intensification... des processus écologiques

**Peut-on imaginer une
agriculture qui reste productive
pour couvrir les besoins
alimentaires et énergétiques,
tout en gérant l'environnement et
le fonctionnement des territoires ?**

Groupe Saint-Germain

Cette question se pose parce que la situation actuelle n'est pas durable et qu'elle le sera de moins en moins. Les grandes agricultures productives voient leurs rendements plafonner. Par ailleurs, en raison de leur forte dépendance à l'égard de l'énergie, leurs coûts de production vont considérablement augmenter. Les traitements phytosanitaires n'ont guère plus d'avenir au sein du modèle agricole dominant : la véritable course aux armements que livre l'industrie agrochimique contre les pathologies végétales relève d'une guerre de plus en plus sophistiquée et onéreuse. De même, comment ignorer cet autre grand facteur limitant qu'est l'eau consommée en abondance par les grandes agricultures ? Sachant que les scénarios en matière de changement climatique prévoient, à l'horizon 2080, la généralisation du climat méditerranéen sur la quasi totalité du territoire français, il nous faudra bien affronter la question de l'irrigation et de la reconstitution des nappes phréatiques. Malgré ces contraintes, il existe des opportunités pour les producteurs agricoles. Car il va falloir continuer à produire pour nourrir les neuf milliards d'habitants probables à l'horizon 2050. Et puis, l'agriculture va aussi devoir produire à des fins non alimentaires (biocarburants, aromatisés, écotourisme).

Pour répondre à ces contraintes et à ces opportunités, la recherche doit se mobiliser et contribuer à changer en profon-

deur les outils techniques, les modèles technologiques et, au-delà, les politiques d'accompagnement telles que la PAC. L'« agriculture écologiquement intensive » est une piste à explorer. Elle désigne une agriculture, non plus intensive en produits chimiques, mais qui utilise au mieux le fonctionnement des écosystèmes sans altérer leur renouvellement. Une agriculture qui fait confiance aux capacités productives naturelles du vivant.

Un exemple. De nombreuses agricultures intensives sont fondées sur le labour, entre autres pour détruire les mauvaises herbes et préparer le sol de manière homogène. La hausse des prix de l'énergie va rendre le labour trop onéreux pour être poursuivi. Déjà, une partie significative du territoire pratique une agriculture sans labour. De même, la

hausse des prix de l'énergie va accroître le prix des engrais minéraux. Par ailleurs, les molécules phytosanitaires ont un avenir incertain en raison de l'opposition de la société et des résistances biologiques que parfois elles entraînent. Il faut donc inventer une agriculture économe en énergie, économe en pesticides et obtenant pourtant des performances équivalentes à l'agriculture actuelle. Il faudra aussi que cette agriculture soit une bonne gestionnaire de l'environnement, séquestrant du carbone dans les sols pour lutter contre l'effet de serre, et productrice de biodiversité ainsi que d'autres « services écologiques » pour la société. Au-delà même de la production issue de leur exploitation, les agriculteurs pourraient donc être à même de maintenir, renforcer, voire rétablir les grands équilibres de l'écosystème, à travers des savoirs que pour la plupart ils connaissent parfaitement. Qui mieux que les agriculteurs peuvent connaître tous

Qui mieux que les agriculteurs peuvent connaître tous les ressorts d'un territoire donné pour en améliorer la qualité écologique et même esthétique tout en en restant très productif ?

les ressorts d'un territoire donné pour en améliorer la qualité écologique, et même esthétique, tout en en restant très productif ? Tout cela ne pourra se faire sans une recherche forte et mobilisatrice. Une recherche qui se nourrira aussi des savoirs des agriculteurs.

C'est la société qui a demandé dans les années cinquante aux agriculteurs français de relever le défi de produire beaucoup plus afin de baisser les prix et d'acquiescer la sécurité alimentaire. Aujourd'hui, la société comme les agriculteurs ont changé. Que demandons-nous ? Une agriculture suffisamment productrice, protectrice des paysages et à haute valeur écologique. C'est aux agriculteurs de se saisir de cet enjeu. Au lieu d'être sommé d'être le payeur, parce que pollueur, le monde agricole, notamment à travers ses leaders, doit accepter de devenir l'un des gestionnaires clé et les entrepreneurs proactifs des solutions environnementales. □



Europe et Méditerranée : derrière la façade, les fissures des situations agricole et alimentaire

Si l'Europe souhaite peser sur la scène internationale, elle ne peut ignorer le Bassin méditerranéen. L'interdépendance avec la Méditerranée est devenue telle que l'évidence de partenariats privilégiés s'impose¹.

Bertrand Hervieu, sociologue

Six enjeux majeurs peuvent être identifiés pour dessiner les grands contours de l'agriculture méditerranéenne.

1. Un contexte socio-démographique déterminant. En l'espace d'un demi-siècle, la population méditerranéenne va presque doubler, passant de 285 millions d'habitants en 1970 à 525 millions à l'horizon 2020. Mais cette croissance démographique est cependant contrastée car si le Nord de la Méditerranée voit sa population se stabiliser depuis plusieurs décennies, à l'inverse, la rive Sud connaît une explosion démographique impressionnante. En 2005, un tiers de la population en Méditerranée réside encore en milieu rural et un tiers des actifs dans les pays de la rive Sud opère toujours dans le secteur agricole. Cette population rurale et agricole a naturellement gonflé sur la rive Sud avec le boom démographique, tandis qu'au Nord, parallèlement, la population rurale accélérât sa décroissance tout comme le nombre d'actifs agricoles. En ce début de XXI^e siècle, ne nous trompons donc pas : la Méditerranée n'est pas uniquement urbaine, littoralisée et axée sur les services.

2. Une situation agro-commerciale pré-occupante. La dégradation des balances agro-commerciales des pays partenaires arabes méditerranéens mérite une attention toute particulière. En effet, depuis trois décennies, ces pays sont dans une situation

chronique de dépendance alimentaire et certains États semblent désormais se situer dans des déficits structurels lourds (Algérie, Égypte). Ainsi, on constate un solde négatif de près de 9 milliards \$ en 2004 pour les relations agro-commerciales des pays partenaires méditerranéens² (PPM) avec l'ensemble du Monde. Seule la Turquie présente en fait une balance positive, sachant qu'elle contribue pour 48% des exportations agricoles des PPM vers le Monde.

3. Un face à face euro-méditerranéen en trompe-l'œil. Occultée du débat euro-méditerranéen depuis le lancement du Processus de Barcelone en 1995, la question agricole semble peu à peu se replacer dans l'agenda de la coopération régionale grâce aux initiatives prises par la Commission et certains PPM ces derniers mois. Mais si des négociations progressent pour la libéralisation des échanges avec une minorité d'États (Jordanie et Israël notamment, Égypte et Maroc ensuite), il faudrait clarifier les termes du débat agricole méditerranéen par trois messages importants.

D'abord, l'asymétrie des relations commerciales : l'Union européenne (UE25) commerce avec les dix PPM pour uniquement 2% de ses importations et exportations agricoles, mais polarise en revanche 52% de leurs exportations agricoles et couvre 28% de leurs importations. On a donc un différentiel très net entre le Nord et le Sud du Bassin en termes d'intensité agro-commerciale. Ensuite, l'équilibre trompeur des échanges euro-méditerranéens : ceux-ci sont favorables aux PPM (+0,6 milliards \$ en 2004) simplement parce que la Turquie, à elle seule, contribue pour près de la moitié des exportations agricoles des PPM vers l'UE25. Résultat, sans la puissance agricole turque, la balance commerciale agricole des PPM est déficitaire avec l'Europe (1,5 milliards \$ en 2004).

Enfin, l'ouverture des PPM sur le marché mondial : malgré leur préférence commer-

1. Se reporter au rapport du Conseil de l'Europe, « *La politique agricole et rurale euro-méditerranéenne* », présenté par Walter Schmid, Commission de l'environnement, de l'agriculture et des questions territoriales, Strasbourg, Juin 2007.

2. Dans le cadre du Processus de Barcelone, les dix pays partenaires méditerranéens (PPM) de l'Union européenne sont : Algérie, Égypte, Israël, Jordanie, Liban, Maroc, Syrie, Tunisie, Turquie et Autorité Palestinienne. L'Albanie et la Mauritanie ont rejoint le Processus en 2008.

ciale pour l'UE25, en 2004 ils se sont approvisionnés à 72 % dans le reste du Monde. L'Europe n'est donc pas l'unique puissance exportatrice vers le Sud de la Méditerranée : États-Unis, Argentine, Brésil ou Australie sont des acteurs commerciaux importants, comme en attestent les exportations céréalières de ces pays vers les pays du Sud de la Méditerranée. L'attitude du Maroc, qui signe en 2004 un accord de libre-échange avec Washington, montre par ailleurs que certains PPM cherchent aujourd'hui à nouer des alliances politico-commerciales hors du périmètre euro-méditerranéen.

4. Un mal-développement rural constaté.

L'urgence à développer les zones rurales du Sud de la Méditerranée constitue un enjeu majeur dans la problématique régionale. Cet impératif reste prioritairement centré sur la lutte contre la pauvreté, fléau persistant dans les campagnes. Le nombre de personnes vivant avec moins d'un dollar par jour aurait même augmenté depuis 1990, décennie au cours de laquelle les effets des programmes d'ajustements structurels ont pesé sur le processus de développement de ces pays. Si, au cours des décennies 1970 et

1980, des progrès importants avaient été enregistrés dans les pays méditerranéens du Sud, l'ennui depuis les années 1990 provient non seulement du mal-développement qui se perçoit mais aussi du non-développement qui, parfois, se ressent³. Les infrastructures socio-collectives font défaut ou se dégradent (accès à l'eau, accès aux services sanitaires, accès à l'éducation), sans oublier l'inégalité des genres qui demeure toujours plus forte qu'en milieu urbain.

Dans ce milieu rural, il est difficile de repérer la construction d'une mise en marché efficace pour les produits agricoles : le manque d'organisation des producteurs, la faiblesse de la société civile ou les défaillances logistiques sont autant de freins au développement d'un système agro-alimentaire performant. En réalité s'oppose toujours au Sud de la Méditerranée une agriculture de firme d'un côté, déjà insérée dans la mondialisation et bien souvent contrôlée par des capitaux étrangers, et de l'autre une agriculture familiale déstructurée, dont on peut craindre la lente décomposition si rien n'est proposé prochainement pour la remobiliser.

5. Une fracture territoriale Sud-Sud qui s'accroît.

Dans la majorité des pays méditerranéens du Sud, le risque existe de voir à nouveau se déséquilibrer les territoires : c'est la réapparition

d'une fracture intra-régionale. Dissimulé derrière les multiples failles qui traversent en longitude le Bassin méditerranéen, le clivage semble s'aggraver parallèlement entre les zones urbaines littorales et les espaces ruraux intérieurs. À l'ouverture sur la mondialisation des villes répondent la marginalisation et la paupérisation des campagnes. Tout se passe comme si le Sud de la Méditerranée n'avait plus besoin de ses arrière-pays pour se développer ; le salut arrivant, selon un credo libéral discipliné, par les échanges et l'arrimage extérieur. Si les villes côtières sont propulsées sur l'avenir, à l'inverse, les territoires ruraux quant à eux sont renvoyés au siècle dernier.

Si les villes côtières
sont propulsées
sur l'avenir, à l'inverse,
les territoires ruraux
quant à eux sont renvoyés
au siècle dernier.

6. Une émergence rapide de la grande distribution.

Depuis une quinzaine d'années, la grande distribution s'affirme dans les pays du Sud de la Méditerranée. La situation au Maghreb est éloquent⁴, puisque l'on est passé d'un paysage dépourvu en grandes centrales d'achat à un panorama urbain se recomposant autour de surfaces commerciales sans cesse plus attractives. L'essor d'une classe moyenne urbaine branchée sur les standards de consommation modernes et la hausse relative des niveaux de vie pour ces populations expliquent en partie ce phénomène. Assurément, cette poussée

3. Voir Jacques Ould Aoudia, « Croissance et réformes dans les pays arabes méditerranéens », AFD, Paris, Notes et documents n° 28, Avril 2006.

4. Lire Sébastien Abis et Martine Padilla, « La grande distribution au Maghreb : contextualisation et enjeux », in Afkar-Ideas, n° 13, Madrid, Mars 2007.

de la grande distribution, même si elle ne représente encore que 10% du total des ventes alimentaires au Maghreb, risque de bousculer les pratiques industrielles de ceux qui ont décidé de collaborer, avec notamment l'écueil d'une industrie locale à deux vitesses. En effet, s'appuyant sur une industrie normalisée, une logistique organisée, des approvisionnements importants en volume et réguliers, la grande distribution alimentaire exige organisation et ressources à la fois humaines et financières. Autant d'efforts auxquels un bon nombre d'industriels ne sont sans doute pas prêts à consentir. Si le soin est pris de ne pas cloisonner le débat agricole méditerranéen dans les simples périmètres du commercial et de l'agronomique, peut-être pourrait-on sortir des malentendus qui pèsent sur cette question, et ainsi, au contraire, y explorer toutes les variables déterminantes pour le futur de la Méditerranée ?

Une fois cette posture adoptée, peut-être pourrait-on construire et progresser dans la construction d'une coopération méditerranéenne fondée sur un triptyque mobilisateur : santé des économies (savoir optimiser et rationaliser les systèmes agricoles de chaque pays), santé des territoires (savoir protéger et préserver l'environnement) et santé des hommes (savoir se nourrir). □

Campagnes de Russie : la question des approvisionnements

Jean-Claude Flamant, agronome

Le cas de la Russie des quinze dernières années est particulièrement exemplaire pour illustrer les relations entre politique agricole et approvisionnement alimentaire.

Au lendemain de la disparition de l'Union Soviétique, le gouvernement prononce la privatisation des kolkhozes et sovkhozes. Quinze après, la pro-

duction agricole des fermes privées n'atteint pas 6 % du total, tandis que le gros de la production est assurée d'une part par les grandes exploitations (structures collectives transformées en sociétés privées dont la gestion est restée ce qu'elle était auparavant), et par les lopins et jardins familiaux. La mise en place d'un cadastre se fait attendre de sorte que la propriété privée reste souvent virtuelle. Le rejet des aides à l'agriculture a, dans un premier temps, accompagné une politique d'inspiration ultralibérale ignorant que les pays industriels y ont recours d'une manière ou d'une autre. Les statistiques décrivent éloquemment la chute des volumes produits au début des années 90, notamment en matière d'élevage du fait d'une forte décapitalisation du cheptel, ainsi que la diminution de moitié du matériel agricole (tracteurs et moissonneuses), et par sept des engrais chimiques.

L'insuffisance des approvisionnements alimentaires par la production agricole nationale a été compensée par des importations massives en céréales et en viande, sans taxes douanières, provenant notamment des USA et de l'Union Européenne, permis par la vente de gaz naturel et de pétrole. La politique des prix bas des produits agricoles et la privatisation ont favorisé l'émergence d'entreprises agroalimentaires, y compris avec l'intervention de groupes étrangers. Mais le manque réel d'infrastructures modernes, en matière logistique, (notamment les transports) a induit des difficultés réelles d'approvisionnement en matières premières. Cependant, certaines des grandes structures qui se sont substituées aux kolkhozes et sovkhozes prennent aujourd'hui une ampleur croissante, sur la base de leur dynamisme propre, par de nouvelles acquisitions foncières, et par la création en leur sein d'unité de transformation agroalimentaire. □

* Sur la base de l'ouvrage de Jean Radvanyi, « La nouvelle Russie », Chapitre 4 : « Agriculture et agro-industrie : résistances et mutations ».



On y a cru. Depuis trente ans, dans la plupart des régions du Monde, manger coûtait de moins en moins cher. Une baisse continue qui s'est opérée d'ailleurs au détriment des agriculteurs des pays pauvres. Aussi la brutale surchauffe des cours mondiaux a-t-elle surpris bon nombre d'observateurs. Figures hautement symboliques de l'alimentation d'une grande partie des humains, le blé et le maïs ont vu leurs prix flamber à la Bourse de Chicago durant l'année 2007. Et des hausses tout aussi spectaculaires ont également touché le soja, le beurre et les produits laitiers.

Plus grave encore que ce soudain renchérissement qui n'est pas une première sur les marchés mondiaux – souvenons-nous des années 1970 – c'est l'instabilité des prix qui devrait marquer les esprits. Flambée et volatilité... Voilà qui évoque à la fois les ébullitions propres aux logiques spéculatives et l'effervescence des marchés de certains combustibles. Disons du moins que ce fonctionnement erratique est à relier au désarrimage des mécanismes de régulation.

Les temps de rupture ou de crise présentent toutefois un intérêt majeur : celui de remettre au premier plan des sujets, des gestes et des valeurs jusque là négligés. De réinterroger ce qui allait de soi. L'agriculture et l'alimentation, par exemple. Produire pour nourrir. Gérer les ressources. Prévoir des stocks. Équilibrer les échanges... Si l'abondance dans laquelle nous avons vécue a masqué une certaine défaillance de la pensée politique, est-on en droit d'espérer que les craintes de pénurie alimentent une réflexion nouvelle sur la place que doivent occuper les agricultures européennes et mondiales dans les grands équilibres alimentaires, environnementaux et territoriaux ?

Les analyses d'économistes, d'agronomes et d'historiens : Gilles Allaire, Lucien Bourgeois, Vincent Chatelier, Philippe Mauguin, Jean-Luc Mayaud et Pierre Cornu...

Les fruits amers d'un libéralisme irresponsable

La flambée des prix agricoles est aussi le fruit de l'amnésie et de l'irresponsabilité des politiques agricoles américaines et européennes.

Lucien Bourgeois, économiste

L'année 2007 restera dans les mémoires comme un retournement spectaculaire des marchés mondiaux des produits agricoles.

Le prix du maïs d'abord, puis celui du blé se sont envolés. Chose plus imprévue encore, celui du beurre et de la poudre de lait a flambé, deux produits pourtant considérés par tous les analystes comme sans avenir.

Ce retournement rapide des marchés agricoles a surpris les agriculteurs qui se croyaient abonnés à des baisses de prix continues sous les coups de boutoir des importations à bas prix des pays comme le Brésil ou l'Australie, qui prétendaient devenir les « fermes du monde » dans la spécialisation internationale du travail mise en place dans le cadre de l'OMC. D'après le discours dominant, les pays industrialisés devaient se séparer au plus vite de leurs secteurs archaïques, au premier rang desquels on citait l'agriculture, pour laisser une place sur leurs marchés intérieurs aux pays en voie de développement. Il « suffisait » de stopper les subventions, de diminuer les protections douanières et de supprimer les aides à l'exportation. Ainsi les pays pauvres pourraient-ils exporter davantage, disposant du coup des devises nécessaires pour acheter nos produits industriels à haute technologie, nous permettant de garder la confortable avance qui justifie notre haut niveau de vie. Ce schéma ressemble à s'y méprendre aux vieilles lunes colonialistes du XIX^e siècle. Il est fortement remis en cause par le dyna-

misme industriel de la Chine et des autres pays émergents. Il ne prend pas non plus la mesure des enjeux qui pèsent sur l'alimentation du monde dans les 40 prochaines années. L'Union européenne reste encore aujourd'hui le premier producteur mondial de blé et de lait et les États-Unis le premier producteur mondial de maïs. Imaginons la situation qui aurait été la nôtre si tous deux avaient suivi les conseils des chantres de la spécialisation internationale!

Pour mieux comprendre ce nouveau contexte, il faut essayer d'analyser les causes de la crise et en tirer les conséquences pour l'avenir.

Ni la météo ni les Chinois. La hausse des prix des produits agricoles serait due à la sécheresse en Australie, aux moissons difficiles en Europe et à la demande chinoise... Effectivement, les agriculteurs européens ont eu à subir un temps pluvieux qui a généré une baisse de 5% de la production. L'Australie, à l'inverse, a connu un manque d'eau qui a provoqué une chute des récoltes de 50%. Mais tout cela n'empêche pas la récolte mondiale de blé d'augmenter cette année de 11 millions de tonnes (603 millions contre 592)! Et si l'on y ajoute une récolte de maïs en hausse de 67 millions de tonnes aux États-Unis, c'est un record historique au plan mondial, toutes céréales confondues (87 millions de tonnes de plus en un an), que nous atteignons en 2007.

Du côté de la demande, surprise encore! Car de fait, la demande chinoise de céréales n'a pas augmenté en 2007. Les Chinois sont intelligents. Aux cours actuels, ils ne se précipitent pas pour acheter des céréales sur le marché mondial. En revanche, d'autres pays aux recettes pétrolières abondantes, en particulier au Moyen-Orient, peuvent importer plus. En attendant, la progression des achats de l'année écoulée n'est que de 6 millions de tonnes, soit nettement moins que celle de la production!

Des pays riches malthusiens. Si la demande chinoise n'augmente pas et que l'offre est à son maximum historique, pourquoi les prix ne baissent-ils pas? Les explications sont à chercher du côté des États-Unis et de l'Union européenne. Depuis quinze ans, ces derniers ont adopté une politique malthusienne, décourageant leur production agricole à l'aide de gel des terres et d'un arsenal de mesures. Et pour en convaincre les agriculteurs, quel meilleur moyen que de baisser les prix via divers stratagèmes, quitte à octroyer des aides directes en cas de revenu insuffisant? Cette mécanique a été efficace et la production a marqué le pas. Les responsables du budget étaient ravis. Les stocks baissaient à tel point qu'à la moindre difficulté, les spéculateurs pouvaient opérer sans crainte de perdre. Dans un climat marqué par les craintes dues à la crise des «subprimes» américaines, les opportunités de profit facile se réduisent...

Les agrocarburants, une décision précipitée. Cerise sur le gâteau, la hausse du prix du pétrole laissait place à l'effolement et à la crainte de reconstitution d'une organisation des pays producteurs de pétrole plus étendue et plus efficace que l'OPEP. Il était bon de montrer que nos pays étaient capables de réactions rapides pour montrer qu'ils n'étaient pas démunis. L'Union européenne et surtout les États-Unis se sont donc lancés dans des politiques d'encouragement à la production d'agrocarburants. Avec leur démesure habituelle, les Américains n'y sont pas allés de main morte... En 2007, ils ont construit tellement d'usines qu'il fallait 60 millions de tonnes de maïs pour les approvisionner. Après tout, cela ne représente qu'environ 20% de leur production. Sauf que cela correspond aussi à 10% de la production mondiale et à la totalité des exportations annuelles sur ce marché! On comprend aisément que cette décision ait eu un impact déterminant sur les cours.

La crise actuelle n'est donc pas due à la conjonction de facteurs externes venus du ciel ou de Chine mais à un ensemble de décisions prises depuis quelques années dans les deux plus grandes puissances mondiales que sont les États-Unis et l'UE.

Des difficultés pour les éleveurs et pour les industries agroalimentaires. La hausse des prix des céréales et des oléoprotéagineux crée un problème grave au sein des agricultures des pays riches en accentuant les disparités de revenu au détriment des éleveurs. Cela ne sera pas sans conséquence sur l'occupation du territoire et l'emploi, en particulier dans les zones défavorisées. Cette forte augmentation crée aussi des difficultés pour les industries agricoles et alimentaires (IAA). Il leur est impossible de répercu-

Depuis quelques mois, la montée des prix a remis au cœur du débat la «capacité du Monde à nourrir le Monde».

ter sur le consommateur une hausse aussi rapide de leurs coûts de production. Or ces IAA restent le premier secteur industriel dans la majorité des pays industrialisés et c'est grâce à une meilleure spécialisation sur les produits alimentaires transformés que la France et l'UE ont réussi à compenser leurs handicaps sur le potentiel de terres arables avec les États-Unis.

Le spectre de la pénurie alimentaire. Cette crise a réveillé les vieilles craintes de la pénurie alimentaire mondiale. Quand l'abondance régnait sur les marchés et que le prix du blé ne cessait de baisser, nous avons fini par oublier qu'il y avait encore plus de 850 millions de personnes dans le Monde qui souffraient de la faim et que ce chiffre ne baissait pas depuis 20 ans malgré les nombreux programmes régulièrement annoncés à grand renfort de publicité par les instances internationales. Alors que l'on voyait les thèses de Ricardo triompher avec

la naissance de l'OMC, on ne pouvait que regretter que les thèses de son contemporain Malthus l'emportaient sur le terrain et se traduisaient par la mort physique des plus pauvres de la planète.

Depuis quelques mois, la montée des prix a remis au cœur du débat la «capacité du Monde à nourrir le Monde», pour reprendre une expression chère à Edgard Pisani. Pourra-t-on faire face à l'arrivée annoncée de trois milliards d'humains supplémentaires d'ici 2050? Pourra-t-on dans le même temps assurer au moins «la poule au pot du dimanche» popularisée par Henri IV à tous ceux qui aujourd'hui encore ne consomment pas de protéines animales? L'expérience montre qu'on ne peut pas tout résoudre avec le seul progrès technique. Si tel était le cas, il y aurait longtemps qu'on ne parlerait plus de faim dans le Monde.

L'expérience montre qu'on ne peut pas tout résoudre avec le seul progrès technique. Si tel était le cas, il y aurait longtemps qu'on ne parlerait plus de faim dans le Monde.

Des gouvernements amnésiques. L'expérience européenne mérite d'être rappelée. Nos pays, en particulier sous l'égide de l'Angleterre, ont tous recouru, un jour où l'autre, à la spécialisation entre les pays du monde chère aux chantres de la mondialisation. La colonisation a imposé souvent par la force ce type de répartition internationale du travail. Mais il a bien fallu se rendre à l'évidence, en particulier pendant et après la deuxième guerre mondiale: dépendre des bateaux pour son approvisionnement alimentaire rend très vulnérable lorsqu'un conflit sévit. Et une fois la paix retrouvée, la flotte n'est de retour que si l'on dispose de monnaie d'échange en quantités suffisantes. L'Europe n'était certes pas bien lotie en terres arables. Néanmoins, sa politique agricole visant à stabiliser les prix à la production lui a permis de résoudre son problème alimentaire. Le progrès tech-

nique nécessaire au développement de la production ne peut en effet être efficient que lors de périodes de stabilité suffisante pour que les agriculteurs amortissent leurs investissements. Il a fallu la crise de 1929 pour nous obliger à plus de sagesse en matière de sécurité alimentaire. Les Américains ont innové sous l'impulsion de Franklin Roosevelt. Les Européens les ont copiés avec retard, après la deuxième guerre mondiale. La crise actuelle est en grande partie due à notre amnésie.

Ne pas connecter le prix de l'alimentation sur celui du pétrole. La fabrication d'agrocultures à partir de produits agricoles utiles à l'alimentation des hommes remet à l'ordre du jour le spectre de la pénurie alimentaire. Si nous n'y prenons pas garde, le prix de certains aliments de base pourrait bien obéir à la logique des cours du pétrole. Une connexion plus que dommageable. Car si le pétrole est le fruit de la photosynthèse passée, la production alimentaire dépend, elle, de la capacité des hommes à utiliser la photosynthèse actuelle dans de bonnes conditions. Compter en la matière sur la seule loi des marchés serait catastrophique pour les populations les plus pauvres de la Terre. Le Monde n'est pas obligé de faire «n'importe quoi». Jusqu'à maintenant, les crises entraînées par une mondialisation des échanges sans mécanismes de régulation efficaces n'avaient affecté que les pays pauvres et les populations les plus faibles de nos sociétés. L'année 2007 marque une étape nouvelle. Désormais, la dérégulation en cours affecte les bastions du système bancaire américain et européen et touche à des besoins vitaux, le logement des habitants des pays les plus riches et l'alimentation de l'ensemble du Monde. □

Nous payons actuellement la dérégulation

Le démantèlement progressif des dispositifs qui régulaient les marchés de matières premières agricoles à l'échelle de la planète jusque dans les années 1970 laisse apparaître des dysfonctionnements dont nous payons actuellement le prix.

Gilles Allaire et Lucien Bourgeois,
économistes

Les Cahiers: Les tensions mondiales que nous vivons actuellement ont-elles des points communs avec la crise de 1929?

Gilles Allaire, chercheur en économie: Il y a un élément très différent, c'est que la crise de 29 est globalement une crise de sous-consommation, due à de trop faibles revenus monétaires du travail. La réponse générale a été dans le fordisme, qui correspond notamment à une distribution des gains de productivité sous forme de salaire et à une sorte de couplage entre les normes de production et de consommation.

Deuxième point: lors de la crise des années 30, les prix des matières premières et des produits agricoles se sont effondrés. Au Brésil, on est ainsi allé jusqu'à brûler du café dans les locomotives. Pour être bref, malgré les différences dans la nature de la crise, on peut comparer certains aspects qui tiennent aux formes de régulation des échanges internationaux. À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, s'est en effet développée ce qu'on appelle la « première mondialisation », avec l'émergence d'un marché international de matières premières, notamment de produits agricoles standardisés (les *commodities*). Pour ces marchés, les prix internationaux se forment sur des marchés à terme, créés d'abord pour le blé avec la création de la Bourse de Chicago dès 1848, puis pour les autres grandes cultures comme le cacao, le café ou le caoutchouc. Les fonctionnements de ces marchés, très sensibles aux mouve-

ments spéculatifs, conduisaient à une forte instabilité des prix... D'où la mise en place du New Deal aux États-Unis, qui instaure des mécanismes de régulation des marchés agricoles. Même réaction en France, où le marché du vin est réglementé à partir de 1935, et où l'on crée, l'année suivante, l'Office du Blé. Keynes, en 1938, va plus loin: tirant les leçons du New Deal, il propose l'idée d'une régulation à l'échelle internationale de tous les principaux marchés de matières premières, dont ceux des produits agricoles. Une idée qui n'a pas été retenue et l'agriculture s'est trouvée exclue de l'accord des échanges internationaux de 1947 (GATT). Reste que progressivement, à côté du GATT, des accords sectoriels ont été construits entre pays producteurs et importateurs. Et que les politiques agricoles nationales, dans les pays de l'OCDE, assuraient une stabilisation de leurs marchés internes, plus ou moins administrés, favorables à une modernisation de ces agricultures, avec ses effets positifs et négatifs.

Enfin, nous retrouvons aujourd'hui une situation de dérégulation, comme en 29...

G. A.: Effectivement, tout le dispositif mis en place notamment pour répondre à la crise des années 30 a progressivement été démantelé à partir des années 90: la plupart des outils de régulation sectoriels au niveau international ont été supprimés, y compris dans le cadre de l'OMC. Parallèlement, les politiques agricoles, dont celles de l'Union Européenne, ont été réformées par étapes, réduisant les droits de douane, mais surtout supprimant les mécanismes de stabilisation des marchés à l'échelle macroéconomique et introduisant plus de concurrence à tous les niveaux.

On peut donc se demander si la flambée actuelle des prix de certains produits agricoles n'est pas le signe que nous entrons de nouveau dans une période de fonctionnement erratique des marchés, en raison de la libéralisation croissante des échanges et du démantèlement des mécanismes de régulation qui, précisément, ont été mis en place après

la crise des années 30. Sans doute payons-nous actuellement cette dérégulation.

Lucien Bourgeois, économiste: Je reviens en arrière, sur la période de stabilité des prix, pour que l'on comprenne bien les enjeux de l'époque: effectivement, une politique très keynésienne s'est mise en place, principalement après le second conflit mondial, car se relever de la terrible crise des années 30 a été très long. C'est l'économie de guerre qui a sauvé la situation américaine. Il ne faut pas oublier qu'il y avait encore 30% de la main d'œuvre industrielle des États-Unis au chômage dans les années 30! La France a été moins touchée, notamment en raison de l'importance de sa population active agricole.

À l'issue du second conflit mondial, il y a eu un mouvement de type «plus jamais ça» de la part des gouvernants américains et européens, pour reconstruire l'économie avec plus de mutualisation des risques. Et puis, j'ajouterais qu'il y avait la pression de l'URSS: l'Europe s'est construite contre Staline. Quant au GATT, c'était un dispositif très «soft». D'ailleurs, on oublie souvent qu'on a voulu créer dans ces années-là l'équivalent de l'OMC – il s'agissait de l'Organisation Internationale du Commerce – et ce sont finalement les Américains, en la personne de Truman, en 1950, qui ont fait marche arrière, refusant qu'une instance internationale codifie les règles en la matière.

Pourquoi, à l'origine, a-t-on exclu l'agriculture du GATT?

L. B.: Les États avaient conscience qu'il ne fallait pas jouer avec leur sécurité alimentaire et ont souhaité garder la main. N'oublions pas que nous avons connu les tickets de rationnement jusqu'en 1952-53, en Angleterre comme en France. Ce n'est pas qu'on manquait de blé dans le monde, mais que nos pays euro-

péens n'avaient pas les dollars nécessaires pour l'acheter. D'où les politiques de développement de la production agricole qui se sont opérées à l'échelle nationale, et qui ont permis de baisser les prix. Une telle préoccupation étatique explique en partie le démarrage tardif de la PAC. Le traité de Rome date de 1957 et la PAC n'a démarré qu'en 1962. C'est-à-dire un an après la construction du Mur de Berlin... De fait, l'Europe est née dès lors que les États fondateurs prennent conscience qu'ils ne sont plus de grandes puissances mondiales. L'historien américain Tony Judt situe ce grand changement en 1956, lors de l'échec de l'expédition de Suez.

De fait, l'Europe est née dès lors que les États fondateurs prennent conscience qu'ils ne sont plus de grandes puissances mondiales.

Revenons à la flambée actuelle des prix agricoles. Pourquoi une telle influence des cours mondiaux, alors que les échanges de produits agricoles concernent une part minime de la production mondiale – entre 5 à 10 % selon les filières?

G. A.: C'est lié à la représentation que l'on se fait des marchés de grands produits. Il faut les concevoir comme des mouvements d'opinion, guidés par les marchés à terme, notamment la bourse de Chicago. À partir de ce moment là, il suffit que les médias relayent des informations indiquant qu'il peut y avoir une forte augmentation de la demande de blé, par exemple, pour que des fonds de pension investissent sur les marchés à terme, faisant monter le prix à Chicago. C'est ce qu'on les gens dans la tête qui crée le marché, et cela n'a pas grand chose à voir avec la réalité de ces marchés. Ce qu'il se passe, c'est que, dans l'économie réelle, la hausse des cours à la Bourse sert de référence, dans tous les marchés et les accords internationaux, diffusant le surenchérissement. Sauf s'il y a des accords à long terme sur des produits de qualité, comme du blé bio, par exemple.

Ne peut-on imaginer qu'il s'agit malgré tout d'un «retour à la normale» après la baisse continue des prix agricoles dans les an-



nées 80-90, qui a d'ailleurs décimé l'agriculture des pays pauvres ?

G. A. : On peut l'espérer, notamment pour le café, le lait ou le blé. Comme les tensions actuelles, cette tendance à la baisse était liée à la dérégulation de ces marchés : les accords sectoriels et les zones de production protégée ont été mis en concurrence, sur le café, le coton, le soja, et même le blé avec la baisse des protections européennes. Cela a joué dans un premier temps en faveur d'une baisse générale des prix, au profit des agricultures exportatrices, brésiliennes, néozélandaises et au détriment des agricultures africaines. Pour l'heure, la délocalisation des productions agricoles intensives en main d'œuvre vers le Sud contrarie cependant une possible remontée durable des prix, du moins tant que les coûts de transport restent bas.

Surtout, il faut bien distinguer la stabilité des marchés d'une part, et leur niveau d'autre part. Ce sont deux choses différentes. Ainsi, du côté de la tendance de fond, comme je l'indiquais, il n'est pas sûr que les prix des produits concernés par la flambée restent à un niveau très élevé. Il peut en effet s'agir d'un simple effet de forte variation qui obéit à une conjoncture précise. Tout le problème consiste donc à repérer s'il s'agit uniquement d'un effet de mouvements d'opinion ou si, derrière la spéculation qui en résulte, encouragée par le bas niveau des stocks mondiaux, des facteurs poussent à une tendance haussière des prix des produits de base.

En tout cas, même si la crise actuelle n'est peut-être qu'un aspect provisoire, elle est sans doute la marque d'une période d'instabilité des prix, due elle aussi à la dérégulation. Il est ainsi évident que la variabilité du marché du blé avant la crise de 29 n'a rien à voir avec la situation après la régulation par le New Deal. En fait, depuis le New Deal et jusqu'à la dérégulation amorcée dans les années 70 avec la fin de la convertibilité du dollar, nous avons connu plusieurs décennies de stabilité des prix.

L. B. : Pour ma part, je ne suis pas du tout persuadé que nous assistions à une hausse de la demande d'importation des pays émergents et donc à un renchérissement durable des prix agricoles. La seule demande chinoise forte porte, non pas sur le blé, mais sur le soja, sur les aliments du bétail dont les cours connaissent actuellement une effervescence. J'ai tendance à penser que les Chinois vont y réfléchir à deux fois avant de continuer à importer massivement des aliments du bétail aussi chers...

Certains avancent l'hypothèse que la deuxième mondialisation s'achève... Ils s'appuient pour l'affirmer sur la montée

La part des produits agricoles dans les échanges mondiaux ne cesse de diminuer (sources OMC). En 2005, les exportations mondiales de produits agricoles se sont élevées à 852 milliards de dollars soit 8,4 % de l'ensemble du commerce mondial de marchandises. Ce taux est en constante diminution depuis les années 60 où il se situait à 30%. Ces exportations se partagent pour 80 % en produits alimentaires (soit 683 milliards de dollars dont 75 milliards de poissons) et 20 % en matières premières (bois, fibres, textiles...). Notons par ailleurs que le commerce agricole international ne représente lui-même qu'une faible part de la production totale : 16 % pour le blé, 7 % pour le lait et les viandes. Ces taux sont dans l'ensemble assez stables.

Les céréales dans le Monde. La production mondiale de céréales en 2006 s'est élevée à 2221 Millions de tonnes (source FAO). Premier producteur : la Chine (445 MT), suivie des États-Unis (347 MT), de l'Union européenne à 27 (269 MT) et de l'Inde (239 MT). Concernant plus précisément le blé, la production mondiale s'est élevée à 590,2 millions de tonnes en 2006 (source CIC). L'Union européenne est le premier producteur, avec 125,1 MT. Viennent ensuite la Chine (104,5 MT), l'Inde (69,4 MT), les États-Unis (49,3 MT) et la Russie (44,9 MT).



des accords bilatéraux et du rôle des États, le regain protectionniste et l'accent mis sur la souveraineté en matière d'énergies et de matières premières...

G. A. : Je crois pour ma part qu'on est toujours dans la même logique, d'autant que les firmes multinationales jouent un très grand rôle. Simplement, nous vivons une phase différente de cette globalisation. Une phase plus conflictuelle où nous assistons à la montée des tensions.

Le problème, c'est que les négociations au sein de l'OMC sont difficiles et relativement bloquées – il faut concilier les intérêts de 159 pays avec des enjeux de santé, d'environnement, de développement durable ! –. Ce sont donc les grandes puissances, les États-Unis, l'Europe et certains pays du Sud, qui poursuivent actuellement les objectifs de la libéralisation du commerce mondial. Et les accords bilatéraux que vous évoquez vont de fait dans ce sens, négociant des baisses de tarifs douaniers et des créations de zones de libre-échange. Le problème, c'est qu'ils ne permettent pas de construire les outils de régulation mondiale. C'est pour cela qu'il faut défendre l'OMC, car c'est au sein de cette enceinte qu'on pourrait les construire. Il ne reste donc que la régulation privée (lire page 26). Tout cela contribue donc au développement de la globalisation sans régulation.

L. B. : Je suis d'accord avec Gilles. Nous sommes toujours dans la deuxième mondialisation, mais j'y vois un autre élément nouveau, c'est l'émergence de l'Inde et de la Chine. Émergence qui, pour cette dernière, a commencé il y a quand même trente ans, mais qui s'accélère. Dans les années 80, celle-ci connaissait un PIB équivalent à celui de l'Île de France. Aujourd'hui, il équivaut à celui de la France au taux de change courant. Et si nous raisonnons en termes de parité de pouvoir d'achat, la part de la Chine est encore plus forte. Je m'explique : le taux de change courant sous-évalue le yuan. Si on mesure l'ensemble de l'économie chinoise à partir de ce critère, sa richesse est donc minimisée. D'où le critère de la parité de

pouvoir d'achat qui consiste, par exemple, à comparer ce que vaut un panier de consommation standard dans le monde. La Banque mondiale vient d'ailleurs de refaire ses calculs et montre qu'au lieu d'être à 5%, la Chine est à 10% du PIB mondial (contre 21% pour les États-Unis ainsi que pour l'Union européenne à 27). Cela révèle au passage que nous n'avons pas d'outils très précis pour mesurer la puissance économique de la Chine...

Sur l'OMC, là où je rejoins Gilles, c'est qu'il vaut mieux discuter des disciplines et des règles à mettre en place que de ne pas en parler du tout. L'OMC est une enceinte qui pourrait s'y prêter mais le problème réside dans sa façon de gérer les conflits. Le saucissonnage entre le FMI et l'OMC est aberrant. Là où on parle du commerce, on ne s'occupe pas du taux de change et inversement ! C'est un réel problème en termes de régulation. D'où l'absolue nécessité d'une régulation au niveau des grandes régions du Monde que sont notamment l'Union européenne, l'Aléna ou le Mercosur. Montrons d'abord ce que nous sommes capables de faire à cette échelle...

Finalement, le grand danger, ce serait la volatilité des prix, qui empêche les agriculteurs d'opérer les bonnes décisions ?

G. A. : Oui. La réponse classique des économistes consiste à dire que les agriculteurs n'ont qu'à s'assurer contre les mauvais cours. Cette logique d'assurance privée est ainsi développée aux États-Unis, sachant que les États riches continuent quand même d'assurer les grands événements comme les catastrophes naturelles ou les épizooties. Il y a donc bel et bien besoin aussi d'une prise en charge collective en cas d'accidents extrêmes.

Le renversement profond de la conjoncture que nous vivons, et qui se traduit par des effets spéculatifs et une volatilité des prix, demande des outils à l'échelle du marché que nous n'avons pas. L'OMC pourrait tenir un discours de poids, à l'instar du patron de la banque centrale américaine (FED). Sauf



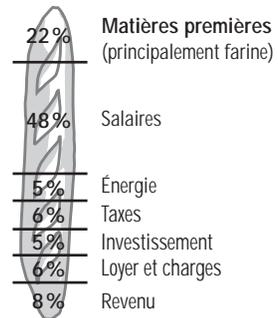
que ses instances dirigeantes n'ont malheureusement aucun poids sur les mouvements d'opinion. Personne ne parle au nom du Monde.

L. B. : Il est tout à fait exact de dire que la volatilité des prix constitue un gros problème. Je viens de comparer les évolutions des prix du blé entre les États-Unis et la France: eh bien, le prix a plus baissé en France sur une longue période et il y est beaucoup moins volatil. Pour moi, les deux choses sont liées. Car assurer aux producteurs qu'ils sont à l'abri des grands écarts de prix leur permet de se concentrer sur ce qui relève vraiment de leur métier, à savoir utiliser les progrès techniques pour produire plus et mieux. Du coup, on assure la sécurité de nos approvisionnements. C'est pour cela qu'on ne peut pas imaginer de marchés agricoles sans État, sans un minimum de police et, au niveau de l'Europe, sans subsidiarité. L'État, ce n'est pas la bureaucratie, c'est une manière de réintroduire du contrôle collectif et de la citoyenneté. Prenons les chiffres pour éclairer les enjeux: l'Union Européenne dispose de deux fois moins de terres arables que les États-Unis, avec 200 millions d'habitants de plus qu'outre-Atlantique. Cela devrait nous incliner à être sérieux sur la question de nos approvisionnements! Pour moi, la sécurité alimentaire de chaque pays est incontournable. Ce qui manque à la planète, c'est une réelle politique mondiale de l'alimentation. Il faudrait au moins que l'Europe et les États-Unis se mettent d'accord pour éviter à la planète la crainte d'une pénurie grave. Si l'on prétend être des grandes puissances, il faut en assumer les conséquences, pas seulement en ayant des armées, mais en se dotant de stocks agricoles.

Ce bas niveau des stocks mondiaux de produits agricoles contribue à la flambée des cours. Comment en est-on arrivé là ?

G. A. : Cela pose de nouveau la question de la régulation, non pas seulement à court terme, mais aussi à long terme, en matière de développement de la production pour nourrir la population ainsi que d'orientation de cette production par rapport aux types de besoins alimentaires. La régulation à court terme, c'est celle qui répond aux besoins quasi immédiats, afin de pouvoir stocker ou déstocker au gré des variations de la demande. De plus, il existe également des stocks de sécurité pour faire la soudure d'une récolte à l'autre. Si les stocks de sécurité sont bas, les opérateurs anticipent qu'il va y avoir pénurie et que les prix vont flamber. En achetant massivement, ils créent la hausse. C'est le cas avec la décision américaine d'affecter une partie de la production agricole aux biocarburants à laquelle s'ajoute l'information

L'état des stocks. Selon la FAO, les stocks mondiaux de céréales devraient s'établir, au terme des campagnes de 2008, à environ 427 millions de tonnes, dont 142 millions de tonnes pour le blé. C'est le niveau le plus bas depuis 1982. Autre indicateur: le rapport entre les stocks de céréales et l'utilisation totale (consommation intérieure + exportations) s'établit également à un niveau très faible, soit 10%. Enfin, on estime que les stocks mondiaux dits « tampon », qui permettent de faire la soudure entre la fin d'une campagne et le début de la récolte suivante, n'atteignent que 56 jours. Ils sont ainsi passés en-dessous du seuil de sûreté, fixé à 60 jours.



Surchauffe des prix. Depuis 2006, (voir 2004 pour le cacao), les prix des produits agricoles augmentent fortement, avec une accélération en 2007. Ainsi, les cours internationaux du blé ont été cette année là de 50 à 60% plus élevés par rapport à l'année précédente. Selon l'indice des prix de la FAO, en septembre 2007, les produits agricoles ont augmenté de 37% en valeur. Une augmentation due en grande partie à la flambée des produits laitiers (+ 80 à 200%) et des céréales.



selon laquelle la Chine connaît une croissance très élevée et devrait donc augmenter ses importations de produits agricoles.

Réguler les stocks répond donc à deux grands objectifs: la régulation des stocks réels, en quantité, pour pallier les risques de pénurie. Et le maintien de stocks suffisants pour éviter la spéculation. Inciter les producteurs à mettre de côté une partie de leur récolte ou au contraire à la libérer selon les cours, cela permet de rigidifier les mouvements dans le temps. Mais cela demande un système de déclaration fiable des stocks de la part des producteurs et de leur payer le capital qu'ils conservent. Pour réguler les stocks de telle céréale, il faut donc des outils à l'échelle de son marché. Et en l'occurrence, pour les produits de base, à l'échelle internationale. Après la crise de 29, justement, et pendant cinquante ans, deux éléments régulaient les marchés: les politiques nationales qui mettaient leur agriculture à l'abri du marché mondial – les États-Unis, l'Angleterre l'ont pratiqué – et sur les grands produits mondiaux comme le sucre, le cacao, les accords internationaux sur le niveau des stocks, entre-temps démembrés.

L. B.: Nos politiques agricoles ont été malhusiennes, en Europe et aux États-Unis. Le gel des terres et autres dispositifs ont fait baisser les stocks de manière excessive. C'est une véritable déclaration de guerre aux pays pauvres. Nos pays auraient dû avoir une politique citoyenne pour faire face à des chocs comme on en connaît aujourd'hui. Sauf que l'Europe s'est reposée sur les États-Unis pour assurer et réguler les stocks mondiaux. Tout cela est le fruit d'une suite de décisions incohérentes, notamment en ce qui concerne l'éthanol. Alors, certes, il y a des récoltes records en 2007, ce qui peut permettre de reconstituer les stocks, mais il n'est pas sûr qu'en 2008, ce soit de nouveau le cas. En attendant, nous sommes des affameurs. □

50 ans après le traité de Rome, refonder la PAC...

Philippe MAUGUIN, ingénieur
du Génie Rural, des Eaux et des Forêts

La flambée des prix des matières premières agricoles depuis le début de la campagne 2007 a placé l'agriculture et, plus précisément, la question de la politique agricole au centre des débats publics... Alors même que les économistes libéraux auparavant la politique agricole commune (PAC) comme une « vieille » politique de l'Union européenne et mettaient en cause sa légitimité face aux « nouvelles » politiques de la connaissance et de l'environnement, cette tension sur les prix, conjuguée à des niveaux très bas des stocks mondiaux, démontre que l'approvisionnement alimentaire de la planète n'est pas assuré.

Si des facteurs conjoncturels – mauvaises récoltes en Australie, restriction des exportations russes... – ont pu amplifier cette évolution et pourraient demain entraîner des fluctuations inverses, il est clair que les tensions sur les ressources vont perdurer dans les prochaines années, l'agriculture devant faire face à un triple défi :

- le défi alimentaire – nourrir 9 milliards d'habitants en 2050 –,
- le défi environnemental – s'adapter aux aléas climatiques tout en préservant les ressources naturelles rares que sont l'eau, les sols et l'énergie –,
- le défi énergétique, en contribuant, avec la forêt, au développement des énergies

renouvelables à travers la production de biomasse pour le chauffage, l'électricité et les transports.

Il faudra donc à la fois produire plus et produire mieux. Le débat sur la réduction de l'utilisation des engrais, des phytosanitaires et de l'énergie fossile en agriculture ne doit d'ailleurs pas être perçu uniquement comme un enjeu écologique: il s'agit également d'une nécessité économique. La hausse du prix des engrais – liée à la raréfaction des réserves en potasse et en phosphore, et à la hausse du coût du gaz natu-

rel utilisé dans la fabrication des engrais azotés –, mais aussi du prix des produits de protection des plantes et du fuel vont de plus en plus changer les pratiques agricoles. C'est ainsi que les nouvelles approches agronomiques – techniques culturales simplifiées, semis direct, protection intégrée... – se

développent dans nos campagnes, effaçant progressivement les oppositions anciennes entre « agriculture intensive » et « agriculture biologique ». L'écoagriculture devra être ÉCO-nomique et ÉCOlogique pour être durablement compétitive.

Dans ce contexte, le débat qui s'ouvre cette année sur le bilan de santé de la politique agricole européenne arrive au bon moment: les 27 membres de l'Union Européenne devraient s'accorder sur la légitimité et l'importance de maintenir une politique agricole commune ambitieuse au-delà de 2013 pour relever ce triple défi, et dans le même temps sur la nécessité d'adapter ses mécanismes. En effet, on ne pourra pas se contenter de réduire une nouvelle fois le rôle des outils de gestion de marché, à l'instar des précédentes réformes de la PAC. Il nous faut inventer de nouveaux instruments de régulation, en introduisant dans le premier pilier des dispositifs permettant aux agriculteurs de lutter contre

L'écoagriculture devra être ÉCO-nomique et ÉCOlogique pour être durablement compétitive.

la volatilité des cours et de s'assurer contre les aléas climatiques, et en renforçant les aides du second pilier favorisant la diffusion des nouvelles pratiques agronomiques. La révision des dispositifs de la PAC devra également concerner le mode de répartition des aides, entre les agriculteurs, entre les filières et entre les territoires, ces aides ne pouvant rester au-delà de 2013 liées à des références historiques sans lien avec le niveau des cours ou avec les pratiques agricoles.

Ce débat vient de s'engager en France à l'initiative du Ministre de l'Agriculture, Michel Barnier, et sur la base des travaux du Conseil supérieur d'orientation, dans les Régions et les Départements. Il faut souhaiter, compte tenu de l'importance des enjeux pour notre société, qu'il ne reste pas limité à un seul débat d'experts entre professionnels et administration, et qu'il gagne l'ensemble des pays de l'Union européenne.

C'est à ce prix qu'une nouvelle « PAAC » – *politique agricole et alimentaire commune* –, pourrait être refondée 50 ans après le Traité de Rome, en retrouvant les objectifs historiques de la PAC:

- « assurer un niveau de vie équitable à la population agricole;
- stabiliser les marchés;
- garantir la sécurité des approvisionnements;
- assurer des prix raisonnables aux consommateurs. » (article 33 du Traité). □

Politiques publiques et marchés agricoles : pallier n'est plus jouer ?

Les politiques publiques agricoles ont-elles fait leur temps, maintenant que les marchés semblent libérés de toute instance de régulation ? Interpellation et rappel de quelques fondamentaux...

avec **Gilles Allaire** et **Vincent Chatelier**,
économistes

Les Cahiers : Le bilan de santé de la PAC et la flambée actuelle des prix agricoles sont-ils l'occasion de repolitiser un débat technico-financier opaque pour la plupart des Français, et dont l'arrière-plan a consisté notamment, depuis 40 ans, à consolider les filières des industries agro-alimentaires ?

Gilles Allaire : Il faut l'espérer. D'un côté, ce renchérissement décredibilise un système d'aides auquel toute souplesse a été enlevée. De l'autre, cela pose en termes nouveaux la question de la sécurité alimentaire et du coût de l'alimentation. Si cette hausse des prix agricoles est durable, et à condition de prendre garde à ce qu'elle ne relance pas la course au productivisme, elle peut être l'occasion de démontrer que l'on peut produire des biens agricoles en réduisant les coûts et, si nécessaire, les rendements tout en gérant un environnement préservé.

Plutôt qu'un simple transfert progressif du premier pilier de la PAC (les aides directes à la production) vers le second pilier (les aides au développement rural), ne s'agit-il pas de refonder une politique agricole européenne alliant production, revenus, territoires et développement durable ?

Vincent Chatelier : Des changements s'imposent en effet pour apporter une meilleure justification au mode actuel d'attribution des soutiens directs à l'agriculture européenne. Pour autant, il est utile d'engager cette réflexion en considérant, au préalable, quatre

points : d'abord, le principe de cofinancement du développement rural a toujours été un obstacle à un transfert accentué de fonds du premier pilier de la PAC vers le second pilier ; deuxièmement, dans de nombreux États membres, les enveloppes financières déployées en faveur du développement rural sont encore modestes en proportion des soutiens totaux. En France, par exemple, le second pilier représentait, en 2006, 2,3 milliards d'euros, soit 17% des concours publics à l'agriculture et aux territoires ruraux ; troisièmement, les soutiens directs du premier pilier peuvent avoir, en fonction des modalités retenues (règles de la conditionnalité, uniformisation du paiement unique, maintien d'un couplage pour les productions agricoles localisées dans les zones défavorisées, etc.), un effet simultané sur la performance des exploitations et le développement durable ; enfin, le renforcement de la subsidiarité donne aux États membres une certaine souplesse dans l'application des règlements communautaires, mais il peut aussi conduire, à terme, à un manque de cohérence globale de la PAC.

La recherche d'une répartition territoriale équilibrée de la production agricole doit rester un objectif. Suite aux propositions faites par la Commission européenne dans le cadre du bilan de santé de la PAC, il convient de réfléchir tout particulièrement au devenir des productions bovines et ovines. Le démantèlement progressif des instruments d'intervention et le développement technologique dans les exploitations des zones les plus favorisées interrogent sur l'évolution des exploitations de montagne et/ou des zones intermédiaires, dont toutes ne bénéficient pas de stratégies gagnantes de valorisation des produits.

Dans un contexte de hausse des prix, les aides directes sont-elles encore pertinentes ?

V. C. : Les soutiens publics à l'agriculture européenne sont alloués, pour l'essentiel, directement aux agriculteurs. Les sommes versées sont déterminées soit sur la base d'un



montant historique de paiements attribués en 2000-2002 (pour le calcul du paiement unique), soit sur la base des facteurs de production (surface et cheptel). Les enveloppes budgétaires sont donc versées de manière indépendante de la situation conjoncturelle des marchés. Ainsi, les producteurs de céréales ont bénéficié, en 2007, de soutiens directs importants alors que le prix des céréales s'établissait à un niveau record. Dans une économie agricole où les prix sont devenus plus volatiles, la question est de savoir comment les pouvoirs publics pourront, demain, accompagner financièrement des acteurs agricoles confrontés à un effondrement des prix ou à des crises sanitaires? Par anticipation, il est opportun de prévoir le financement, par un transfert de fonds via la modulation, de nouveaux instruments de gestion des risques. Ceci dans l'intérêt financier des agricul-

teurs fragilisés, mais aussi dans l'intérêt des consommateurs qui ont besoin d'une régularité des approvisionnements. Il s'agit de mieux considérer les risques liés aux catastrophes naturelles, aux épizooties, mais également ceux relatifs à une dégradation exceptionnelle de la situation des marchés. Sur la gestion des risques de marché, cette intervention publique doit être associée à des dispositifs privés, toute la difficulté étant de définir les modalités optimales de cette combinaison public/privé. Plus globalement, cette évolution renvoie à la nécessité d'une solidarité accentuée et plus organisée entre productions agricoles.

Gilles Allaire, vous évoquez souvent la régulation privée qui s'opère sur les marchés mondiaux agricoles. Qu'entendez-vous par là?

G. A. : Du point de vue alimentaire, il faut aujourd'hui distinguer entre les besoins de base, eux-mêmes liés aux normes d'hygiène et de santé, et les aspects symboliques et identitaires de l'alimentation. Bien au-delà

La recherche d'une répartition territoriale équilibrée de la production agricole doit rester un objectif.

La politique, combien ça coûte?

En 1978, Jacques Rouffio réalise *Le Sucre*. Grézillo (Michel Piccoli) y organise une pénurie mondiale de sucre pour faire monter les cours alors que la surproduction menace. Il sait revendre ses titres avant de libérer les réserves de sucre qui font chuter les cours. Comme quoi, il n'y a pas que les cours du caoutchouc qui sont élastiques... Mais toute ressemblance avec des choix politiques récents expliquant la hausse des prix agricoles serait involontaire.

La pénurie, menace de la démocratie?

En 1981, Christian de Chalonge réalise *Malevil* d'après le roman de Robert Merle (1972). Ce film d'anticipation raconte comment une communauté humaine survit après une explosion nucléaire. D'un côté, Emmanuel (Michel Serrault), maire du village, entretient le débat démocratique au sein d'une population traumatisée et partage la nourriture. De l'autre, Fulbert (Jean-Louis Trintignant) règne en autocrate sur les voyageurs miraculés d'un train, viole les femmes et impose sa loi en contrôlant le ravitaillement. Finalement, c'est Emmanuel qui gagne... Mais il ne tiendra pas forcément jusqu'à la prochaine explosion.

La viande à tout prix?

En 1991, Jean-Pierre Jeunet et Marc Caro réalisent *Delicatessen*. Dans ce film, le boucher (Jean-Claude Dreyfus) alimente ses étals en tuant les locataires de son pauvre immeuble au milieu d'un terrain vague. Il faut dire que les temps sont durs, la pollution tenace et les nouvelles sont mauvaises. Ce sont les Troglodistes, résistants végétariens vivant dans les égouts, qui aident les locataires à se débarrasser de leur boucher... Mais, désormais, c'en est fini des bons steaks.

Deux prix, deux vitesses?

En 1973, Richard Fleischer réalise *Soleil vert*. Dans un New York du futur, pollué, sans végétation et appauvri, seule une élite peut s'offrir de la nourriture produite dans des fermes sous surveillance policière. La masse des misérables, toujours au bord de la révolte, doit consommer du Soleil vert, aliments de synthèse,



des anciens produits de « luxe », une différenciation des marchés par des signes de qualité est un fait marquant des marchés alimentaires. Or cette différenciation est portée depuis une vingtaine d'années par l'extension des supermarchés et des grandes firmes internationales de distribution qui sont devenues parmi les plus puissantes. Je pense à Walmart et à Carrefour, par exemple.

Ces firmes européennes ou américaines et les grands opérateurs de la distribution tels qu'Eurgape édictent des normes, définissent des schémas de qualité, principalement dans les pays du Sud où ils s'approvisionnent. L'importance de cette régulation privée est d'autant plus grande que les accords internationaux sectoriels pour les grands produits tropicaux et les protections mises en œuvre par la PAC pour les céréales européennes ont été démembrés dans les années 1990.

Pourquoi, dans ce cas, ne pas laisser faire la régulation privée et abandonner l'idée d'une régulation politique ?

G. A. : Parce que cela pose quand même un gros problème et qui n'est pas de l'ordre de l'idéologie ! De fait, la régulation privée n'est pas favorable à l'initiative collective. Par exemple, quand il y a à la fois le schéma de tel groupement d'importateurs européens, les méthodes d'intervention propres aux États-Unis comme les « clusters » ruraux (regroupement de forces vives locales) et que l'Europe arrive par là-dessus avec ses Indications Géographiques, qui tranche ? Le privé. Or ces schémas privés ne permettent pas de concilier des intérêts dans l'optique du développement d'un territoire ou du développement durable. L'huile de palme en fournit un bon exemple. D'un côté, depuis plusieurs années, une table ronde rassemble tous les acteurs de la filière pour lancer une certification « huile de palme durable », avec des organismes comme le WWF. De l'autre, les plantations de palmiers à huile en Indonésie ou en

Malaisie s'étendent de manière considérable, sur des milliers d'hectares que l'on déforeste et d'où l'on chasse les indigènes avec des méthodes archaïques. On retrouve là les mêmes opérateurs que ceux qui siègent dans des commissions avec le WWF pour produire des normes d'huile de palme durable, où il n'est guère question de l'expulsion des indigènes...

D'un autre côté, il faut comprendre que les échanges internationaux ne concernent pas que des produits sur des marchés à terme, comme le blé. Ils comprennent également des produits qui sont sur des marchés différenciés, où les entreprises recherchent des sécurités de distribution et de la valorisation par l'image, à travers le commerce équitable par exemple. Ces normes privées, qui concernent également l'hygiène des produits,

ne sont pas négligeables même si ce sont souvent de petits marchés, car elles jouent parfois un grand rôle pour certains territoires et elles stabilisent les courants d'échange. Quand on mesure le poids de ces marchés différenciés, on ne peut pas imaginer une régulation uniquement inter-étatique. Comment l'OMC pourrait-elle gérer ces productions différenciées ? On ne peut donc pas ignorer le rôle de la régulation privée sans laquelle nous n'aurions pas la diversité que nous trouvons actuellement dans les supermarchés. Mais on ne peut pas non plus tout réduire au privé car cela enlèverait tout espace au politique. Il y a un rôle pour les États et un rôle pour les collectifs de professionnels. De même, on ne peut se contenter d'une logique assurantielle privée pour couvrir les risques agricoles. Il y a besoin d'une prise en charge collective en cas d'événements extrêmes. D'ailleurs, les premières à le reconnaître, et pour cause, ce sont les compagnies d'assurance.

Comment les pouvoirs publics pourront, demain, accompagner financièrement des acteurs agricoles confrontés à un effondrement des prix ou à des crises sanitaires ?



Les véritables enjeux d'une politique agricole soutenable, fondée sur les besoins alimentaires, territoriaux et culturels, caractérisent-ils l'émergence d'une «économie post-moderne» dans l'espace européen?

V. C. : L'agriculture européenne a considérablement évolué au cours des cinquante dernières années, dans le contexte d'un développement spectaculaire de la productivité du travail et de l'internationalisation croissante des marchés de produits agricoles. Face à l'augmentation de la population mondiale, au recul des surfaces agricoles dans la plupart des pays et au développement de nouvelles formes d'utilisation du sol, l'agriculture européenne est confrontée à un nouveau challenge pour les décennies à venir : produire plus, tout en respectant mieux l'environnement et en considérant davantage certaines attentes légitimes des citoyens. Le rapport culturel entre une agriculture de moins en moins riche en emplois et une société de plus en plus urbaine est en pleine transformation. Sur ce plan, il sera éclairant d'analyser la manière dont la société acceptera ou non le développement sur le territoire européen des nouvelles techniques agricoles et des biotechnologies.

Il est vrai que tout ce qui ancre la production au territoire, permet de conserver l'emploi dans les territoires et s'inscrit dans un modèle de développement local plus écologique.

Le secteur agricole peut-il faire le choix d'une alternative consistant à maintenir l'activité des petites et moyennes exploitations et à relocaliser, dans un premier temps, la production vers des marchés plus régionaux?

G. A. : La tendance à l'internationalisation de l'économie de l'alimentation conduit à une délocalisation des activités intensives en main-d'œuvre, en même temps qu'elle alourdit la facture énergétique liée aux transports. Inverser cette situation n'est pas une mince affaire. Il ne paraît pas raisonnable que les politiques publiques misent tout sur un modèle de relocalisation et de circuits courts, même si les alternatives en la matière sont riches d'enseignements et de promesses et qu'elles doivent être soutenues et diffusées. Une agriculture écologique implique une certaine spécialisation en fonction des ressources, tandis que les besoins alimentaires sont diversifiés et la population concentrée. La question d'une production performante y compris sur le plan écologique se pose donc à différentes échelles d'action. Toutefois, il est vrai que tout ce qui ancre la production au territoire, que ce soit par des circuits courts, par la valorisation du terroir ou par la combinaison de biens et de services, permet de conserver l'emploi dans les territoires et s'inscrit en général dans un modèle de développement local plus écologique. □

gratuits, rationnés par le gouvernement et fabriqués, dit-on, à partir de plancton. Thorn (Charlton Heston), détective, découvre que le Soleil vert est en fait fabriqué à partir de cadavres humains... Mais c'est dommage, pour une fois que c'était gratuit.

Le paradoxe de l'abondance. Le fait le plus fondamental qui nous travaille tous individuellement et collectivement, de la façon la plus forte et la plus inconsciente, tient à ce que nous sommes la 2^e, et bientôt la 3^e génération qui, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, vit comme si nous avions l'assurance de manger à notre faim tous les jours, jusqu'à notre mort. Car ce qui est nouveau en ce début de XXI^e siècle, ce n'est pas la malnutrition ; c'est que près de la moitié de l'humanité vit dans cet état d'abondance, d'insouciance et d'ignorance par rapport à l'alimentation. C'est le phénomène de civilisation le plus radical et cette rupture n'est pas « digérée », elle n'a pas été nommée, comme s'il y avait une sorte de culpabilité à avoir atteint ce que des civilisations plurimillénaires se sont échinées à atteindre sans jamais y parvenir. Et nous, surtout en Europe, l'avons atteint dans la paix. Ce paradoxe de l'abondance est celui d'une deuxième douleur puisqu'au moment où nous prenons conscience



Donner un sens et une justice aux aides directes

Groupe Saint-Germain

Dans le budget 2008 de l'Union européenne, 42% des dépenses sont destinés à l'agriculture, pour un montant de 54 milliards d'euros. Ce soutien public ne concerne l'intervention sur les marchés que pour 7,5%. Les aides directes sont donc devenues très majoritaires: aides au développement rural (24%), aides couplées aux productions (11%) et pour plus de la moitié (57,6%), aides dites «découplées».

Les experts budgétaires de la Commission soulignent dans leur rapport les inégalités de répartition de ces soutiens, 0,5% des bénéficiaires percevant 15% des paiements, soit plus de 100 000 € chacun, alors que 75% des paysans européens ne bénéficient que d'à peine 14% des aides, avec moins de 5 000 €.

En France, nous retrouvons ces mêmes enjeux sur la légitimation des soutiens publics qui représentent (chiffres 2005) 12,7 milliards d'euros, soit 0,8% du PIB national et 210 € par habitant. Ce montant se répartit en trois postes: 80% aux soutiens des revenus et des marchés, 17% aux mesures de développement rural et 3% aux mesures de garantie de la sécurité sanitaire des animaux et des végétaux. Ils sont financés à hauteur de 82% par les fonds communautaires, les autres crédits venant de l'État et, marginalement (environ 1%), des collectivités territoriales.

Les exploitations agricoles françaises perçoivent directement sous forme de subvention

les trois quarts de ces soutiens budgétaires, soit 9,4 milliards d'euros. Les 342 000 exploitations professionnelles reçoivent en moyenne 27 400 € d'aides directes, soit 13 800 € par emploi (UTA) et 363 € par hectare. Ce montant varie énormément en fonction de la spécialisation (les aides sont concentrées sur les grandes cultures, la viande bovine et les ovins/caprins), des pratiques agricoles (l'herbe est moins soutenue que le maïs ensilage), de la localisation et surtout de la taille de l'exploitation. Les analyses statistiques effectuées au laboratoire INRA de Nantes montrent ainsi des variations de 3 800 € pour les exploitations de petite taille en horticulture et viticulture, à plus de 65 000 € pour les exploitations de grande culture et d'élevage bovin ayant un chiffre d'affaires supérieur à 250 000 €.

Ces chiffres soulignent le poids des aides directes dans la valeur de la production (18%) et dans le revenu agricole (98% en moyenne). Pour les spécialisations bovines et de grande culture, les aides représentent 30 à 40% des recettes des exploitations et 100 à 200% du revenu selon la taille de l'exploitation. L'enjeu de la légitimité de ces aides est aujourd'hui fondamental: sont-elles des aides déguisées à la production? Des assurances contre les risques économiques et climatiques? Doivent-elles être mises en avant comme un complément de revenu ou comme la rémunération de services publics non marchands produits par l'agriculture?

De la gestion des marchés aux aides directes découplées. C'est la réforme de la PAC de 1993 qui est à l'origine de la majorité des aides directes, avec la création d'aides directes compensatoires des baisses de prix d'intervention des grandes cultures, attribuées à la surface de céréales et oléoprotéagineux (SCOP) et calculée sur des bases historiques de rendements régionaux. Elle s'est accompagnée dans le secteur de la viande bovine d'une forte augmentation des aides au cheptel bovin calculées à la tête de



bétail (prime à l'abattage, prime au maintien du troupeau de vaches allaitantes, primes spéciales aux bovins mâles). Mise en place sur le modèle des *deficiency payments* américains pour préparer les négociations à l'OMC, ces aides directes étaient incluses dans la «boîte bleue»: en clair, elles n'étaient plus considérées comme «distor-sives» de la concurrence internationale.

La réforme de 2003 franchit une nouvelle étape avec le «découplage» des aides, afin de les inclure dans la «boîte verte» des négociations à l'OMC: c'est la création des droits à paiement unique (DPU). Censées ne pas perturber les mécanismes de marché et maximiser l'efficacité économique du soutien public, les aides sont en fait très souvent à l'origine de profondes injustices au sein de l'agriculture européenne, tant les disparités de répartition sont importantes. Régionalisées et forfaitaires à l'hectare en Allemagne ou dans les nouveaux pays adhérents de l'UE, les aides sont attribuées sur des bases historiques en France. Elles sont «découplées», mais le montant du paiement à l'hectare varie de 1 à 6 ! De plus, elles ne sont pas plafonnées par exploitation ou par emploi et ne sont pas liées aux résultats économiques. Enfin, le contrôle de l'éco-conditionnalité des aides est encore balbutiant.

15 ans après la baisse des prix, il n'est plus crédible de justifier les aides compensatoires en tant qu'outil d'accompagnement de la gestion des marchés, tant en production bovine et ovine qu'en grandes cultures. Les critères de calcul de leur montant – références historiques, forfaits à l'hectare ou à la tête de bétail – qui ne varie pas en fonction des prix de marché et qui est non limité en volume, ne peut sérieusement légitimer leur attribution comme des compléments de revenu d'exploitants agricoles. La cessibilité des DPU sur le marché et leur introduction dans la valeur des «fonds» d'exploitation ou du foncier ne fait qu'accroître la perception de l'injustice de leur mode de distribution. □

de cette abondance, nous mesurons aussi que ceux qui sont encore dans le souci, la famine et la malnutrition sont pour les 3/4 des paysans. Ce n'est pas si facile à gérer. Dès lors, que nous ayons de telles difficultés à concevoir et à mobiliser nos imaginaires d'une façon construite n'a rien d'étonnant. L'inverse serait étonnant.

Majorité silencieuse. Là où les paysans sont majoritaires, ils sont silencieux, et là où ils existent comme force sociale, ils sont minoritaires, seuls à pouvoir parler à la face du monde de l'ensemble de cette paysannerie mondiale. Le paradoxe est aussi au cœur de la paysannerie mondiale, dans des termes qui n'ont jamais été aussi exacerbés, à commencer par le paradoxe de la parole. C'est en cessant d'être une société paysanne que nous sommes devenus une puissance agricole. Ce paradoxe de la disparition et de la puissance, évoqué à travers la question de la vocation exportatrice, semble au cœur de la difficulté à recomposer un projet.

À quelle échelle géographique raisonner et asseoir une politique agricole ? Pas seulement à celle des pays du noyau fondateur de l'UE à Quinze: il faut compter l'intégration des pays d'Europe centrale et les parties liées avec les pays méditerranéens... Bref, l'ensemble euro-méditerranéen totalisant 750 millions d'habitants et les pays de l'Est (Ukraine, Russie, etc.) Sans oublier ses liens avec le reste du monde, les pays émergents et les pays africains. S'il y a réussite du pari de la préférence communautaire, quels seront les outils de régulation à l'échelle d'un continent ?

Questions sans tabou... Peut-on échapper au corporatisme tout en prenant en compte les singularités des activités agricoles ? Et d'abord, faut-il un ministère de l'agriculture ou un ministère de l'alimentation et de l'agriculture ? Les activités agricoles sont-elles solubles dans la société par une banalisation économique ? Quelle contribution de l'agriculture et des agriculteurs à la société, dans les territoires



Le retour de la question des subsistances

Entre productivisme et agrarisme, entre cynisme et impuissance de l'action publique, l'histoire des politiques agricoles éclaire d'autres options.

Pierre Cornu et Jean-Luc Mayaud,
enseignants-chercheurs d'Université
en histoire contemporaine

Les tensions actuelles sur le marché international des produits agricoles semblent prendre par surprise les pouvoirs publics français et européens. Elle paraît les laisser sans armes pour penser la régulation de marchés qui réagissent de manière irrationnelle à la perspective d'un siècle marqué par le spectre de la pénurie. Préoccupées de développement territorial, d'environnement et de soutien aux exploitants insérés dans des filières de « qualité », les politiques agricoles post-productivistes, impulsées par des gouvernements de gauche généralement dans les années 1980-1990 (mais accueillies favorablement par des collectivités locales de toutes couleurs), révéleraient ainsi leur faiblesse intrinsèque. Le retournement inattendu de la conjoncture appellerait une réforme douloureuse, de même nature que celle imposée aux salariés pour affronter la compétition internationale – c'est-à-dire à la fois normative, techniciste et libérale. Et l'on serait prié d'attendre, avec l'indulgence due à des néophytes, que les responsables des politiques agricoles nationales et européenne, appuyés non plus sur des sociologues, écologues et autres experts ès-patrimoine, mais sur des techniciens de l'étable et de la salle de marché associés, inventent un nouveau système d'intervention permettant d'arbitrer entre les capacités des sols et les ressources des biotechnologies, les exigences des producteurs et les besoins

des consommateurs, le jeu du marché et celui des rapports sociopolitiques.

La vue basse. Il faut pourtant avoir la vue singulièrement basse pour être surpris par une évolution des marchés inscrite mécaniquement dans la hausse continue de la demande mondiale depuis deux siècles et en voie d'accélération depuis un demi-siècle, et qui resurgit dans le débat public à chaque fois que la dynamique d'expansion et d'intensification de la production agricole fléchit ou connaît un accident conjoncturel. Il faut également être bien peu soucieux de cohérence pour demander aux exploitants d'incarner tantôt le paysan éternel, et tantôt l'entrepreneur de biotechnologies, sans se rendre compte que ces changements de pied s'accompagnent à chaque fois de la disparition « silencieuse » d'une bonne partie des intéressés. Il faut enfin avoir la mémoire bien courte pour penser que la question de la maîtrise étatique de la production agricole d'une part, et de la distribution des produits agroalimentaires d'autre part, serait une nouveauté, née avec le développement des peurs écologiques et hygiénistes du nouveau siècle.

L'appel à la puissance publique ou la possibilité de son intrusion dans un secteur économique sont corrélés à la plus ou moins grande élasticité du marché considéré. Or, par définition, cette élasticité est très limitée sur l'alimentation, en bonne partie biologiquement déterminée – nécessitant donc des interventions conjoncturelles dans les cas de pénurie comme de surplus. Toutefois, le caractère nécessairement structurel de la capacité d'intervention de l'État (élaboration des statistiques, contrôle des flux, capacité de stockage, gestion des dossiers d'aides...) nécessite une pédagogie de fond, manipulant la puissance symbolique du rapport d'une société à la source de son approvisionnement, pour en justifier la permanence et le coût – autant pour le producteur que pour le consommateur.



Compromis historique. De fait, et sans remonter à l'Égypte pharaonique et à la gestion administrative des crues et des greniers, il convient de rappeler que les questions agricoles furent les premières à justifier les interventions étatiques en dehors des strictes missions régaliennes, et que le développement industriel et tertiaire, à partir du XIX^e siècle, masqua plus qu'il ne réduisit l'intérêt des pouvoirs publics modernes pour le contrôle, direct ou indirect, du marché des produits alimentaires et, plus largement, de la définition des *fonctions* des exploitants ruraux. Ainsi, pour éclairer la situation présente et la forme biaisée qu'y prennent les discussions sur les enjeux agricoles et ruraux, il importe d'effectuer un retour sur le passé proche pour y déceler les jalons du compromis historique évolutif dans lequel l'État, le marché et les exploitants (non pas solidaires, encore moins égalitaires, mais nécessairement coresponsables) se sont partagés le contrôle de la « question des subsistances » et de ses succédanés modernes. Dès l'Ancien Régime, la question des subsistances se pose aux États sous l'angle de l'ordre public : les crises de cherté sont des occasions de désordre, voire de violences collectives. Il faut toutefois attendre le XVIII^e siècle pour voir se développer une réflexion à la fois économique et politique sur les avantages et les inconvénients d'une libéralisation du commerce des « blés ». La Révolution française, pour sa part, tente d'inventer des outils modernes de contrôle des prix, notamment sur les marchés urbains ; mais les urgences du moment et la fragilité du nouveau pouvoir interdisent toute institutionnalisation efficace. Si bien que les troubles frumentaires de la première moitié du XIX^e siècle présentent un caractère de continuité certain avec l'Ancien Régime. La fonction assignée à l'économie rurale est, et demeure, de fixer la population – ce que l'on appelle « agriculture de peuplement » – et secondairement d'alimenter les marchés urbains proches, les pouvoirs publics se contentant (la chose est déjà difficile) d'assurer la liberté du transport des grains dans les périodes de pénurie.

La République en sabots. Avec la fin des disettes (la dernière se produit en 1847) et l'entrée dans la croissance au milieu du XIX^e siècle, les choses commencent toutefois à bouger : la question des subsistances se transforme en question du développement, et le Second Empire (1852-1870) se mêle d'assèchement des marais, de reboisement et d'encouragement à la grande culture, dans le cadre d'une stratégie d'ouverture du marché intérieur d'abord, par le chemin de fer notamment ; et du marché extérieur

tels qu'ils sont et dans leur diversité ? Doit-on s'interroger sur la pertinence de la multifonctionnalité alors même, qu'aujourd'hui, il semble que l'on s'oriente vers une bipolarité « marché / société » dans les territoires ? Les agriculteurs sont-ils des entrepreneurs comme les autres dans la diversité des projets et des territoires ?

Prendre place en se désincarnant ? Il paraît vain, pour les agriculteurs, de tenter de prendre place en cherchant à aller à l'encontre de l'expression des questionnements de la société, en se contentant d'en soulever l'injustice, la méconnaissance voire la naïveté. Dans le champ des représentations, et malgré les éléments de réalité qui y seraient convoqués, ce serait occuper un espace réduit, inaudible... celui d'être les seuls détenteurs de la réalité et donc de la vérité. Une sorte de bastion à part, différent, hors des tendances et du temps, hors des questionnements actuels. Mais il paraît également vain de prendre ces questionnements, et ces représentations, comme des éléments de contrainte avec lesquels il conviendrait de « ruser pour exister » en omettant de dévoiler les réalités techniques, économiques, culturelles et sociales actuelles de l'activité agricole et les évolutions telles qu'elles sont.



ensuite, avec l'accord de libre-échange signé en 1860 avec le Royaume-Uni (alors plus grand centre de consommation de produits agricoles et alimentaires).

L'instabilité sociale et politique des villes industrielles incite néanmoins les pouvoirs publics à ne pas fragiliser à l'excès l'agriculture de peuplement, à laquelle on assigne, dans le cadre d'un suffrage « universel » sous contrôle, la fonction de contrepoids conservateur aux « idées avancées » du siècle. Et si la Troisième République marque une rupture libérale dans l'ordre politique, elle se place en revanche dans une logique de continuité de la défense de l'agriculture de peuplement – remplaçant seulement les notables anciens, conservateurs et cléricaux, par une nouvelle élite de la connaissance et de la compétence.

Avec la création par Léon Gambetta du ministère de l'Agriculture en 1881, le régime reconnaît symboliquement la participation du monde des exploitants ruraux à la prospérité nationale. La loi de 1884 autorisant la création de syndicats agricoles vaut quant à elle reconnaissance de la qualité *professionnelle* du travail de la terre et du bétail, l'exploitant passant ainsi d'une définition territoriale (l'homme du « pays ») à une définition sectorielle de son identité (l'homme d'une branche de la production). Ainsi, la « République en sabots » n'est pas une simple figure de propagande électorale à l'adresse de la majorité rurale de la population ; elle est, dans le cadre d'un agrarisme qui se veut progressiste, le mode de cogestion de la question alimentaire par des organisations représentatives émergentes et une administration sectorielle en pleine croissance elle aussi. D'autant que l'éloignement des consommateurs des lieux et des modes de production appelle une nouvelle forme de

La question des subsistances s'est transformée en question du pouvoir d'achat et de l'équilibre entre secteurs (agriculture, industrie, services) et entre acteurs (producteurs et consommateurs).

garantie de la qualité des produits, que la loi de 1905 sur la répression des fraudes et le développement des normes d'hygiène sont censés assurer.

La survie des plus aptes. La Première Guerre mondiale est, par sa durée comme par son intensité, l'occasion d'une étatisation encore plus poussée du contrôle des marchés alimentaires. La seconde en revanche, avec la catastrophe de l'occupation et du pillage du pays avec la collaboration de l'État vichyste, signe la mort de l'agrarisme républicain et la corruption irréversible du compromis historique entre la « petite tenure », les organisations collectives et l'État : corporatisme sans moyens, exaltation creuse d'une paysannerie éternelle conservatrice et instrumentalisation de l'antagonisme villes-campagnes justifieront, à la Libération, la liquidation d'un modèle révolu.

De fait, l'entrée dans la croissance fordiste à la suite du Plan Marshall (1947) et la perspective d'intégration européenne (Traité de Rome de 1957) pousse les pouvoirs publics nationaux à modifier en profondeur la politique agricole du pays (loi d'orientation agricole de 1960 et loi complémentaire « Pisani » de 1962). La seule fonction désormais assignée aux exploitants est de produire, en masse et à moindre coût : toute autre légitimité sociale est révoquée, toute forme de pluriactivité assimilée à un archaïsme. L'exploitation à « deux unités de travail humain » doit s'aligner sur la logique d'entreprise, c'est-à-dire sur la loi de la survie des plus aptes. Ce qui n'empêche pas la puissance publique d'intervenir plus que jamais sur le marché des produits agricoles, et de maintenir une forme de cogestion avec des organisations professionnelles régénérées par leur alliance avec le crédit, la technique et l'industrie.

L'articulation de cette politique nationale avec les débuts de la Politique agricole commune dans les années 1960 ne peut



s'analyser d'une formule. Toujours est-il que le productivisme agricole s'inscrit dans une logique globale de cogestion par le marché, étendu à l'Europe de l'ouest, d'une part, et une régulation administrative de niveau supranational d'autre part, (FEOGA) d'une économie de la consommation de masse. L'ancienne question des subsistances s'est transformée en question du pouvoir d'achat et de l'équilibre entre secteurs (agriculture, industrie, services) et entre acteurs (producteurs et consommateurs).

À la limite de la schizophrénie. Les dérives du système (surproduction, surcoûts budgétaires et dégâts sociaux et environnementaux) n'expliquent pas seules sa remise en cause dans les années 1980 : c'est surtout la difficulté de l'Europe à assumer son protectionnisme intérieur et son agressivité commerciale extérieure qui affaiblissent sa position dans les négociations internationales (notamment celles du GATT puis de l'OMC). La nouvelle orientation de la PAC et des politiques nationales dans les années 1980-1990 n'est donc pas une « sagesse retrouvée » de la multifonctionnalité du tissu des exploitations rurales, mais bien un biais politique permettant, sous couvert de défense d'un patrimoine et avec la caution des chercheurs en sciences sociales, de maintenir un appareil administratif de contrôle d'un secteur qui, même si son poids est devenu négligeable dans le PIB, n'en reste pas moins crucial à l'interne comme à l'externe.

C'est toutefois un dualisme à la limite de la schizophrénie que gèrent les pouvoirs publics dans cette période : on montre du doigt, certes, le productivisme, mais on continue à le subventionner et à en attendre des excédents commerciaux ; de l'autre côté, on contractualise l'agriculture patrimoniale et les filières de qualité, mais sans agir au niveau des marchés pour rendre leurs produits et leurs services attractifs. Et dans le nouveau contexte, on sait quels exploitants seront les premiers sacrifiés...

Faut-il donc croire l'action publique incapable d'autre chose que d'un cynisme marchand ou d'une mystification réactionnaire ? L'histoire des politiques agricoles ne valide pas ce pessimisme, non plus que la thèse d'une impuissance du politique. Il y a d'autres options que le productivisme ou l'agrarisme : elles se trouvent dans la capacité d'écoute, de reconnaissance et d'encouragement de la dynamique sociale et économique des espaces dans lesquels s'incarnent, se croisent, échangent producteurs et consommateurs. La « question des subsistances » est avant tout une question sociale. □

Un contrat avec la

société. « Nous sommes tous responsables de l'avenir de l'agriculture et de la planète ». Tous responsables... via nos achats alimentaires. Tous responsables... Via nos modes de vie (transports, loisirs, habitat et travail). Tous responsables enfin avec l'affirmation de différentes formes de solidarité (notamment la dignité des salariés agricoles). Dans l'esprit des programmes LEADER, l'intérêt doit se porter sur le potentiel des collectivités territoriales en encourageant les formes d'agriculture à forte valeur environnementale et dans un esprit d'innovation.

Le débat fondateur

introuvable. On dit qu'il n'y a pas de vrai débat sur l'agriculture depuis 1962. D'une certaine manière il semble surtout que l'on court après « le débat refondateur ». Un constat : pourquoi, depuis 26 ans et malgré une succession de réformes, nous n'avons pas réussi à repositionner l'agriculture. Pourquoi n'en a-t-on pas fini ? Quelle méthode faut-il adopter aujourd'hui ? Que faudrait-il mettre en place pour construire ce débat ?



Qu'il était beau, mon paysan. Accroché à sa terre, fidèle à sa patrie, droit dans ses sabots.

Le voilà justement sommé de reparaître, renvoyant dans les coulisses l'exploitant, l'entrepreneur et l'agri-manager de la grande modernisation agricole qui s'est opérée à partir des années 60.

Cette figure du paysan, lestée par des valeurs et des images qui touchent à l'origine, plombée par ces racines dont nos sociétés urbaines seraient en quête, statufiée par la publicité, n'en reste pas moins une pure construction qui n'est pas sans évoquer le registre du pétainisme.

Un costume trop lourd aux yeux des agriculteurs, eux qui n'ont cessé de revendiquer une contemporanéité durement acquise. À vouloir ainsi flatter la nostalgie et les replis identitaires de chacun d'entre nous, c'est non seulement une figure désincarnée qui est aujourd'hui proposée, sans lien aucun avec la réalité, mais c'est également l'objet d'une crise d'identité que traversent les agriculteurs eux-mêmes, acteurs fantoches d'un théâtre d'ombres.

Au fait, en latin, la *figura* désignait un moule en argile...

La grande braderie des valeurs de la Terre

**Le retour aux valeurs de la terre
flatte nos archaïsmes dans
un contexte où nous pouvons
nous sentir dépossédés par la
mondialisation économique.**

avec **Patrick Denoux**, professeur
de psychologie interculturelle

Les Cahiers : Les valeurs de la terre, la notion de paysan, la nature pure et préservée... L'agriculture est un sujet où abondent les symboliques, nourrissant ça et là les débats actuels.

Patrick Denoux : C'est vrai, mais j'ai surtout la nette impression que, sur ce sujet, la question des symboles est évoquée d'une façon extrêmement « superficielle ».

Vous voulez dire avec trop de légèreté ?

Oui, car ces images sont considérées là comme des icônes marketing qui seraient « innocentes » et donc aisément manipulables. Or le symbole est évidemment une réalité beaucoup plus profonde. Il n'est donc pas un vecteur aussi anodin et manipulable que ce que certaines politiques voudraient en faire actuellement. L'alimentation, par exemple, génère des évocations extrêmement puissantes pour chacun de nous. Ici, la construction de la symbolique est éminemment dépendante de la culture comme les anthropologues, tels que Claude Lévi-Strauss et bien d'autres à sa suite, l'ont montré à travers la relativité de nos conceptions du chaud, du froid, du cru, du cuit... L'alimentation, comme l'agriculture, touche à des dimensions symboliques fortes : la question de l'origine ; l'incorporation d'éléments censés nous transmettre leurs qualités ; le rapport à l'environnement, notre capacité à le transformer ou à être transformé par lui. Nous avons là trois registres qui, de

façon presque « première », impliquent le fonctionnement de chacun.

Nous n'en sommes pas vraiment conscients ?

Ces « objets » peuvent provoquer des réactions tellement archaïques et si peu conscientes que l'on a du mal à les contrôler et à les analyser. En réalité, nous sommes tous des individus qui, sur des questions alimentaires, peuvent avoir des comportements relativement aberrants, même en termes d'opinion, car nous sommes incapables de les rapporter à une expérience initiale que nous avons en nous. C'est véritablement une question de sens, qui implique directement la personne, son corps, son organisme, son psychisme d'une façon extrêmement profonde.

Et pourtant, des affirmations telles que « Nous avons besoin de racines » ou encore « L'agriculture, c'est notre origine » semblent aller de soi et ne paraissent pas véritablement complexes...

Parce que cette lecture est simplifiée, orientée pour une utilité, par des objectifs marketing vantant l'image de l'agriculture, des produits alimentaires et même des politiques menées dans ce domaine. Il est devenu courant de nous flatter de ce côté-là. La superficialité de ces reconstructions flagorneuses apparaît même explicitement tant elles sont aliénées à des visées évidentes de stricte publicité. La nostalgie est déjà là comme construite, si vous me permettez ce raccourci.

Cela correspond à nos désirs ?

Non. Le retour aux valeurs de la terre, au paysan avec son béret et au produit de terroir n'est pas strictement un « désir » exprimé par les individus que nous sommes, c'est une reconstruction qui s'ajuste à nos archaïsmes dans un contexte où nous pouvons nous sentir dépossédés par la mondialisation économique. Dépossédés de quoi ? Précisément de notre origine, des valeurs incarnées et du rapport au monde



tels que nous les rêvions. Au lieu même où nous devrions prendre la mesure de ce contexte complexe, nous pouvons avoir la tentation du repli sur soi. Alors, ces « objets » nous flattent directement en servant des valeurs refuges que nous sommes censés sacraliser et consommer. Le paysan est réinventé, l'authenticité du terroir, les vertus de la proximité terrienne, la farandole de la houe et du velours côtélé... Il s'agit essentiellement de reconstructions manipulant la nostalgie d'un monde agricole qui serait transparent, d'un univers non hostile, harmonieux et réconciliateur. Fantômes exacerbés par nombre d'organisations économiques ou encore politiques mais surtout intéressées à ce type de régression : le pétainisme en a été une illustration dont nous pouvons encore ressentir en ce moment les résurgences. Cette sorte de « pétainisation » ambiante jouant, pour vendre et produire, sur les registres de l'immanence et de l'authenticité, ceux de la « terre qui ne ment pas » (vous savez, cette terre éternelle, indestructible, qui exprime lorsque nous sommes égarés la vérité des choses) semble également inconsciente des effets pernicieux qu'elle pourrait provoquer.

On nage entre virtuel et réel ?

Ce jeu incessant de « miroitement » et de « virtualisation », aux moyens de significations accolées aux produits, ont effectivement des effets dans la réalité. Je dirai même qu'il est devenu, dans nos sociétés, organisateur de la réalité. Reste qu'il y a une différence fondamentale entre cette « utilisation » raisonnée et finalisée des significations et une véridique interrogation sur le sens. Ces corruptions de nos archaïsmes que j'évoque ici ne résolvent en rien la question du sens à accorder à notre rapport à la nature, à notre origine, à ce que l'on incorpore...

Arguments d'une époque funeste.

Le fait que de nombreux acteurs, y compris les agriculteurs contemporains, réinventent l'agriculture en surfant sur des termes tels que « paysans », « terroir », « origine », a de quoi agacer les historiens qui peuvent y voir ressurgir les arguments d'une époque funeste : 1940. Date difficile. Celle de la chute d'une République qui, depuis Gambetta, avait pourtant su faire des « gens de la terre » ses plus fidèles soutiens. Elle fut brutalement remplacée par un régime, celui de Pétain, qui prétend les déciller enfin. « Je hais les mensonges qui vous ont fait tant de mal » disait le maréchal qui entendait faire leur bonheur dans les prés vert-de-gris de la révolution nationale.

**On ne mange plus un plat,
on goûte un paysage.
On ne boit plus un verre,
on déguste un terroir.**

Coupable nostalgie ? La mythification du monde agricole est présente, préservant par-delà les prises de position officielles un coin plus secret de coupable nostalgie. C'est l'image du laboureur, celle abondamment exploitée par le régime de Vichy, qui « ensemence le sol avec son soc ». Cette icône idéologique du pétainisme désignait le monde agricole comme l'espace de la révélation des réalités immanentes. Cette terre éternelle, indestructible, qui allait nous dire, lorsque nous sommes égarés, ce qu'est la vérité. Lorsque les individus d'une culture assignent aux individus d'une autre culture la place symbolique de la nature, de l'authenticité, de la vérité, qu'il s'agisse de l'État pétainiste à l'égard du paysan ou du touriste à l'égard de l'autochtone, il s'agit toujours d'un regard surplombant et manipulateur, assorti d'un puissant mépris visant, au service d'une cause, à assigner une place particulière à l'agriculteur. Sous les apparences d'une revalorisation, il s'agit, le plus souvent, d'un regard de domination et d'inféodation. Puis, vient un second ensemble de représentations, peu évoqué, qui conduirait à une forme de ghettoïsation et d'enfermement du monde agricole dans des réserves. Il consiste à le juger porteur de certaines valeurs, qu'il suffirait de conserver au sein d'un muséum anthropologique local. Une sorte de commémoration vivante, d'exposition universelle permanente, là encore, sous les auspices du respect...



Ce « miroitement » du paysan et de la terre ne répond pas à nos questions fondamentales ?

Évidemment non ! Mais l'obstacle ne se trouve pas du côté de l'activité symbolique. Il est dans ce qui en est fait, son assujettissement à certaines visées politiques et économiques par cet éclatement, cette succession et cette multiplicité de signes virtuels que l'on déverse chaque jour à un rythme de plus en plus exacerbé. On ne mange plus un plat, on goûte un paysage. On ne boit plus un verre, on déguste un terroir. Le paradoxe n'est-il pas justement qu'à l'endroit même où notre système pense redonner chair aux réalités agricoles, il les désincarne ?

Le retour du « paysan » profite-t-il aux agriculteurs ?

Bien au contraire, c'est même à mon avis fondamentalement destructeur car nous n'assistons pas au retour du paysan mais à l'arrivée de « mon paysan », chacun le sien. Toutes les formes d'imaginaires qui ont pu être projetés sur ce qu'est le « paysan » produisent un tel foisonnement incohérent qu'il est extrêmement perturbateur pour nous-mêmes, pour notre regard sur la réalité de ces « objets », et donc sur la réalité des agriculteurs et de l'agriculture. Mais c'est également perturbateur d'un point de vue identitaire pour ceux qui en sont les otages : les agriculteurs. Alors même qu'ils se dégageaient avec succès de l'identité de paysan, au sens de « plouc », pour le dire plus directement de « bouseux », ils subissent une avalanche de projections les incitant à être successivement et parfois même simultanément, Artisan-paysager, Producteur intensif, Technicien environnemental, Manager rural, Employé agronomique, Ingénieur de

Nous nous retrouvons de plus en plus dans la vision d'un « paysan » qui est un véritable produit.

plantations, Opérateur de l'écosystème et pourquoi pas bientôt « Histiculteur », puisqu'ils produisent des tissus pour les greffes animales, ou « Énergiculteur »...

Ce désarroi identitaire des agriculteurs est-il palpable ?

D'un point de vue psychologique oui. J'interviens régulièrement dans des zones empreintes de forte ruralité, et quand il m'arrive de parler du désespoir du « paysan », cela a un écho considérable. Réalité qui présente d'autant plus de gravité que le système actuel, qui à la fois objective et déréalise, risque fort de continuer à virtualiser. Ainsi, on peut toujours rêver par la proximité et le traçage de reconstituer un rapport personnalisé entre le producteur et le consommateur. Ceci nous amène bien au contraire à un « paysan » qui n'est pas un interlocuteur, en ce sens où il n'a plus de réalité propre. Nous nous retrouvons de plus en plus dans la vision d'un « paysan » qui est un véritable produit. Un produit coincé entre ces deux autres produits que sont la terre et l'alimentation.

C'est donc toute la question de l'accès à la modernité de l'agriculture qui se heurte à cet espace que nous voudrions retrouver et que l'on nomme aujourd'hui « tradition ». La pirouette qui consiste à allier tradition et modernité vous semble-elle significative de cet empêchement ?

De ce retour à des valeurs qui sont supposées être fondamentales, on s'apercevra plus tard qu'elles ne sont que des produits construits. La question ne doit pas en effet se poser en termes de trait d'union entre tradition et modernité mais en termes d'opposition entre standardisation internationale et interculturation. Car si on laisse les choses en l'état, deux possibilités insatisfaisantes s'offrent à nous pour l'avenir : un retour en arrière fantasmé, reconstruit, manipulé ou bien une standardisation internationale dictée uniquement par des logiques financières internationales.



Comment ne pas laisser les choses en l'état ?

Par la reconnaissance de la diversité des injonctions alimentaires et agricoles. C'est à partir de cela que l'on pourra construire une réalité nouvelle et contemporaine qui saura également tenir compte des tendances dominantes et des logiques économiques. Cette deuxième voie m'apparaît bien évidemment la plus pertinente du point de vue culturel, du point de vue de la cohésion sociale et, par là même, du point de vue de l'efficacité économique, des échanges commerciaux et du co-développement. Et cette réponse ne peut être apportée que dans la mesure où l'on prend en compte la diversité des éléments qui composent aujourd'hui la réalité nationale, européenne et internationale du monde agricole et de l'alimentation. C'est cette diversité qui doit être mobilisée pour construire une réalité capable de prendre

en compte des éléments culturels, même ceux qui, a priori, ne sont pas « compatibles » entre eux mais qui sont co-présents : culture locale/mondialisation, bio/Ogm, exploitation industrielle/petit producteur local...

Cette co-construction qui repose pour la psychologie interculturelle sur le processus d'interculturalisation est obligatoire avec les multiples acteurs qui représentent pleinement ces éléments de réalité. Elle exigera des dispositifs capables d'inter-culturaliser des sujets représentant des visions différentes plutôt que de juxtaposer des dispositifs qui représenteraient chacun des intérêts. Cela implique que le décideur admette le jeu des différences entre les symboliques portées par les différents groupes, qu'il déploie des dispositifs aptes à les décoder et à générer une co-construction. Mais tout cela suppose d'abord que chacun considère cet ensemble de différences, non comme un obstacle rédhibitoire, mais bel et bien comme la condition du dépassement. □

La question ne doit pas en effet se poser en termes de trait d'union entre tradition et modernité mais en terme d'opposition entre standardisation internationale et interculturalisation.

La fête de la solitude ? Il est permis de questionner l'exaltation du « paysan retrouvé, proche de chez soi ». À l'heure où l'on ne parle que de « l'agriculture en fête » ou de « fête des terroirs », il est salutaire de rappeler que ce métier est difficile, il demande un effort permanent et réclame, pour celui qui l'exerce, un solide vécu d'une solitude aux accents parfois dramatiques. On peut ajouter également que, depuis quelques années, le monde rural et singulièrement les agriculteurs, ont subi un discours sans que l'on entende leur parole.

Agriculteurs. Qui sommes-nous ? Le désarroi de l'agriculteur provient de la difficulté qu'il a à répondre à la question : qui suis-je ? D'où deux questions posées à la société : « Que voyons-nous quand nous voyons un agriculteur, au niveau de la France, comme au niveau de l'Europe ou au niveau international ? Quel statut lui donnons-nous au niveau culturel et au niveau institutionnel ? Il est urgent de défendre la diversité des agricultures car un regard « standard », un seul « modèle de production » amène à la construction d'une monoculture. Et la monoculture ne conduit qu'à l'appauvrissement.

Singularité ou banalité ? Le monde agricole serait-il à ce point singulier qu'il ne serait définitivement plus accessible, ni compréhensible ? Sauf qu'être une minorité singulière est le lot de tout groupe social dans des sociétés modernisées et atomisées. Il n'y a plus que des minorités singulières. D'une certaine façon, la singularité est une banalité. C'est sur cette banale singularité – ou cette singulière banalité – qu'il convient de réfléchir afin de ne pas enfermer un secteur professionnel dans un ghetto, le coupant de toute possibilité d'échanges et de respiration avec l'autre. L'exacerbation actuelle de la singularité conduit à penser assez spontanément qu'il existe des groupes plus dignes, plus intéressants, plus nobles dans leur fonction, plus citoyens et, pourquoi pas – puisqu'ils ont joué un rôle aussi fondamental dans la conquête de la République – les seuls Republicains possibles. C'est sur ce fond-là que,



La tentation du déni

L'agriculteur « éprouve »
les conflits culturels que projette
une société en difficulté sur
sa créature : la figure du paysan.

Patrick Denoux, professeur
de psychologie interculturelle.

L'agriculture est considérée par tout le monde, dans nos postulats, comme essentielle. Pourquoi? Qu'y a-t-il de primordial dans l'agriculture, qui donnerait du sens aussi partagé? En premier lieu, le monde agricole est quand même pensé, visiblement, comme l'origine. En second lieu, l'alimentation avec son principe d'incorporation constituant un lien très particulier avec la nature, symbolise l'agriculture. Enfin, dernier point fondamental, la nature est ce que l'on en fait, sous l'emprise du rapport que nous entretenons avec elle. Origine, incorporation et modelage, voilà ce qui fuse de l'agriculture dans les discours, faisant d'elle un principe premier, une question de vie ou de mort. Écartant toute interprétation psychologisante, je souhaiterais simplement avancer que ces trois points non seulement présentent un rapport extrêmement étroit avec l'enfance, mais constituent la base d'une puissante évocation, que chacun pourrait nommer « mon paysan », définissant le sien, celui qu'il a connu, qu'il a en lui ou qu'il aurait pu être...

Il est un deuxième élément que je désire relever. L'image du paysan est, principalement, conjuratoire. Elle permettrait de parer les méfaits du progrès, de la technique, de l'industrialisation, de la mondialisation... Une image qui, dit d'une certaine manière, si elle était totale et totalitaire, condamnerait le paysan à incarner une sorte d'acteur de théâtre d'ombres, destiné à exorciser les malfaisances des avancées techniques et scientifiques.

Troisième élément : l'impératif d'un changement d'image. Il est plus souvent question de changer l'image du paysan que de se préoccuper de son image actuelle. Certains en viennent, dans leur discours, à proposer quelques moyens pour transformer cette image, suscitant chez d'autres nombre de réticences.

De nombreuses analogies surgissent avec les difficultés que l'on rencontre dès lors que sont mis en contact des

individus de culture différente, qui doivent s'organiser ou vivre ensemble. Je vous propose donc, non pas de nous intéresser aux contenus de la représentation du paysan, pas plus qu'à son décodage, mais plutôt de considérer la figure du paysan comme un lieu de fracture culturelle où se voient projetées les sous-cultures s'affrontant dans le champ social.

De fait, nous ne savons plus que faire de notre évolution technologique et la tentation du déni se fait pressante, parce que les sociétés à haute technologie souffrent d'un déficit symbolique, elles peinent à produire du sens. Du moins, elles n'en fournissent pas d'autre qu'autoréférencé : la technique et le produit. Comme nous avons besoin de sens pour exister, ce déni trouve un lieu propice dans la figure du paysan. Nous nous tournons assurément vers l'endroit qui lui en a donné le plus, celui qui est supposé nous nourrir, être à notre origine et nous intégrer dans la nature, la façonner en se laissant façonner par elle : l'agriculture si proche de mère-nature.

Pourquoi le paysan est-il devenu un enjeu symbolique? Pourquoi porte-t-il une fracture culturelle, amenée par l'ensemble de notre société? Trois grands types de représentations, impossibles à décrire ici, traver-



sent les débats actuels, qui sont autant de façons de penser les rapports entre urbanité, ruralité, science, nature, technicité, tradition, hygiène, écologie, authenticité... Voilà autant d'univers culturels en confrontation que nous n'arrivons pas à mailler, à croiser : voilà une authentique question de psychologie interculturelle.

Je vous invite à considérer l'agriculteur comme un être qui « éprouve » les conflits culturels que projette une société en difficulté sur sa créature : la figure du paysan. Beaucoup de propos d'agriculteur que j'ai entendus relevaient d'une souffrance s'approchant, pour un psychologue, d'une crise identitaire qui paraît sourdement marteler : « Nous ne sommes pas ce que vous croyez que nous sommes », « Nous ne voulons pas être (ou vous laisser dire) ce que vous voulez que nous soyons »...

J'ai le sentiment que, peu à peu, l'agriculteur réduit à l'état de simple agent économique, se virtualise dans la crainte. Je repensais tout à coup à ce que j'ai vu récemment à la campagne : un CD accroché dans un arbre pour éloigner les oiseaux. Et je me suis dit : « Tiens, l'épouvantail n'est plus anthropomorphique, ce n'est plus un homme. Aujourd'hui, l'épouvantail, c'est le digital ». □

dans les années 30, sont montés les courants qui ont conduit à la grande coupure du monde paysan d'avec le reste de la société. Personne aujourd'hui ne voudrait revivre ces moments noirs.

Désirs de campagne. Il faut qu'une politique agricole parvienne à s'incarner dans ce désir de campagne. Il faut « un projet agricole qui parle aux urbains ». L'exode rural s'achève. C'est la ville qui est en train d'habiter la campagne. Et pour ces gens qui s'éloignent des villes, la campagne incarne à la fois une proximité de loisirs et un rapport aux origines. Ce désir de campagne n'est pas un concept. C'est le lieu où urbains et ruraux « couchent ensemble » !

Désir de la campagne. Peut-on trouver des points qui soient communs au monde urbain et au monde agricole ? Peut-on valoriser le rôle social du monde agricole au profit d'un monde urbain exposé aux tensions actuelles de la société ? Un exemple parmi d'autres : des associations se sont créées dans les banlieues pour prendre en charge les primo-délinquants. Leur premier réflexe ? « On part à la campagne ». Et ça marche ! Il est même extrêmement instructif de constater les réactions positives de ces jeunes et des acteurs ruraux qui les reçoivent. Il y a là une dynamique exemplaire de perspective de cohésion sociale, liée certes au désir de campagne mais aussi au désir de la campagne à assumer et remplir sa fonction sur des problématiques contemporaines.

Exploitant, terme de la conquête. Le terme d'exploitant tombe en désuétude, sauf dans les formulaires administratifs. On ne le trouve plus dans les discours politique, journalistique, ni dans la littérature et la presse parlée, alors qu'il a été le terme de la conquête. Du paysan au chef d'entreprise, ces oscillations verbales sont l'expression d'une recomposition de l'identité professionnelle. Elles sont évidemment la source d'un brouillage total pour qui n'en n'est pas et qui entend, tour à tour, des mots qui étymologiquement, économiquement, politiquement renvoient à des statuts, à des réalités fort différentes. Pourtant, ces mots sont censés véhiculer la dénomination d'un unique et même groupe. Derrière ce statut, s'exprime aussi une tension très forte, qui caractérise ce groupe plus que d'autres, entre la compétition des agriculteurs entre eux – sur le foncier, sur le marché, sur des soutiens... – et le discours obligé de la solidarité.

La science en partage. Il y a un débat entre le monde de la science et le monde agricole. Les scientifiques sont finalement assez bien placés pour comprendre ce qu'est la souffrance d'un groupe qui, à un moment donné, n'est pas compris du reste de la société, alors qu'il pensait sinon avoir tout donné, en tout cas le



Un passé mythifié, des agriculteurs mis au musée

**L'agriculture se voit assigner
une fonction symbolique
disproportionnée et décalée
par rapport à sa réalité.**

Jean-Luc Mayaud, historien

Entre novembre 1940 et 2006, en un demi-siècle d'agricolisation du rural et d'industrialisation de l'agriculture, tout a changé dans le monde agricole et rural. Une mutation qui, de plus, s'est opérée en symbiose avec l'ensemble de la société, puisqu'il s'agissait dans un premier temps de nourrir le pays – à la Libération, les Français ont faim –, puis de bénéficier d'un grand secteur d'exportation. En quelques décennies, par décision de l'État qui promulgue des lois pour garantir les prix et les débouchés, et du monde agricole qui s'organise et se syndicalise, une incroyable modernisation technique et sociale se développe, libérant notamment les agriculteurs de l'emprise des anciens notables. Ce sont les filières qui désormais segmentent le monde de la production et se donnent de nouveaux moyens d'intervention et d'action grâce à la maîtrise de la communication. Bien évidemment, la figure du paysan est alors rapidement gommée pour laisser place à celle de l'exploitant, puis de l'entrepreneur agricole, jusqu'à l'emploi du terme d'agri-manager que d'aucuns affectionnent. L'éradication du mot « paysan » fait clairement l'objet d'une revendication des organisations agricoles dans les années 1960. Une véritable rupture avec le passé, mais pas encore avec le reste de la société. Ces évolutions conduisent au contraire à l'unification des modes de vie, via l'accès aux supermarchés, aux télévisions, aux équipements des villages qui se dotent de trottoirs, de ronds-points décorés et de salles polyvalentes. Les années passent. La société s'urbanise toujours plus et soudain, à partir des années 1970, cette population citadine semble se réveiller en exprimant un irrépressible besoin de rural. Elle veut « manger du paysan »... Elle a faim d'authenticité. C'est ainsi que depuis une vingtaine d'années s'affirme de plus en plus fortement une recherche de l'éternel paysan, enterré dans les années 1960 et sommé de renaître aujourd'hui. Pour

nombre d'acteurs, la terre doit être patrimonialisée et les agriculteurs mis au musée et sous cloche. On avait cru éradiquer la réalité paysanne, or le mot subsiste durablement, même avec ses dérivés péjoratifs – le péquenot, le bouseux, le plouc –, stigmatisant un monde dont on a voulu se dégager – tant dans la littérature, le cinéma, le théâtre que dans la production scientifique, voire dans la sphère du syndicalisme agricole.

Il faut dire que le monde agricole, celui des organisations, des chambres d'agriculture, des ingénieurs et des techniciens mobilisés pour le développement, a appris à communiquer. Certes d'un côté sous la forme de barrages routiers, d'attaques de préfectures ou de manifestations coup de poing à Bruxelles qui font écho aux Jacques d'antan, toujours capables de se soulever... Mais de l'autre, se fabrique aussi une foule d'images: le 1^{er} Salon International de l'Agriculture à Paris, dès 1964, et qui se présente comme la plus grande ferme de France; les ventes directes le long des routes qui proposent des produits dits du terroir; des fêtes des battages ou des transhumances où l'on réinvente parfois les costumes du pays; la grande moisson sur les Champs-



Élysées, en 1990, mêlant la démonstration de la modernité avec l'image d'un passé mythifié que l'on voudrait garantir d'une authenticité héritée et perpétuée. S'il y a quelque chose de permanent, ce n'est certainement pas la réalité du monde agricole et rural, mais bien un certain discours sur lequel il convient d'être prudent. Car ainsi que nous l'avons vu par le passé, il arrive qu'il se retourne et que les valeurs s'inversent. D'autant qu'en termes de rapport de force, il importe de se demander ce que pèse aujourd'hui cette agriculture qui n'occupe plus qu'une portion du territoire national et compte moins de 600 000 exploitations, face au réinvestissement, par les urbains, du rural et de l'espace villageois, y compris par la multiplication des lotissements et les résidences secondaires. Nous sommes ainsi dans un moment historique inachevé où l'agriculture se voit assigner une fonction symbolique disproportionnée et décalée par rapport à sa réalité. On demande aux agriculteurs de fabriquer tout à la fois de la sécurité alimentaire, du goût, de l'Aoc, de l'environnement, du paysage, de la qualité de vie et cela, bien évidemment, en portant le béret et en se chaussant de sabots. □

meilleur de lui-même. La question de la science, et principalement du développement de la génétique appliquée à l'agriculture, est un cas d'école formidable. Il serait temps que les scientifiques, le monde agricole à travers ses institutions, les collectivités territoriales et les pouvoirs publics soient capables de construire entre eux des processus de mutualisation des résultats de la science. S'il n'y a pas l'émergence d'un débat très fort autour de ces questions, les scientifiques poursuivront leurs recherches, les agriculteurs continueront de semer leur blé, les politiques continueront de réguler mais les paysans du Sud continueront de mourir.

Vers un remembrement de l'ingénierie et des fonctions ? Si l'activité agricole doit à la fois produire de l'alimentaire, remettre en circulation de l'eau non polluée, recharger les nappes phréatiques, préserver la biodiversité... alors cette agriculture à haute valeur ajoutée environnementale exigera une transformation aussi importante que celle que la France a connue avec le remembrement ! Dans le rapport du « Millenium Ecosystem Assesment », sous l'égide des Nations-Unies, 17 fonctionnalités sont identifiées et analysées, jointes aux actes de production, qui gouvernent et gèrent les écosystèmes. Dans cette perspective, les agriculteurs apparaissent comme les « seuls gestionnaires de la biosphère ». Les agriculteurs peuvent-ils s'emparer de ces dynamiques et renverser la perception qu'ils en ont eux-mêmes ? La société saura-t-elle faire confiance à nouveau à leur inventivité et les reconnaître comme de véritables « leaders » d'opinion ? Accepteront-ils que cette grande question sociétale soit le socle d'une politique et le socle de leur fonction ? Les particularités de l'exercice de leur métier en font des acteurs essentiels en regard des nécessités collectives vitales : alimentation et santé, énergie et environnement...

Le fructueux maillage du local. Une politique agricole ancrée dans le réaménagement de l'environnement dépasse l'exploitation agricole : elle s'ancre au moins au niveau d'un ensemble d'exploitations agricoles à l'échelle locale, ce qui concerne et doit intéresser les élus. De fait, il s'agit de mettre en place des dispositifs où les gens se parlent et négocient. C'est une manière de ne pas « s'enfermer dans l'agricole » mais bien au contraire de lier, entre eux, les exploitants, les acteurs du développement et les élus.

Bouffée d'angoisse

Aline Peréva

En bonne citadine de gauche, j'aimais les paysans. Vous savez, ces «petits» agriculteurs qui me rassurent face à mes peurs de la globalisation, à mon souci de manger vrai et sain, à mon goût pour les balades à la campagne.

«Mon» paysan avait un avantage, c'est qu'il n'a pas bougé depuis la nuit des temps. Ou disons depuis mon enfance. Brouette en bois dans la cour, meules de foin où l'on joue et les vaches bien gardées au pré. Cela me permet de le montrer à mes enfants : tu vois, cela, c'est un agriculteur. Il vit dans la ferme.

Et puis, hier, j'en ai croisé un. Oui, parce que ce n'est pas si fréquent, il paraît qu'il n'en reste pas beaucoup. C'était dans une soirée à Toulouse. On m'avait prévenue qu'il y en aurait un parmi nous. Eh bien, me croirez-vous, impossible de le reconnaître. Faut dire qu'il n'avait ni béret ni chemises à carreaux, pas même d'effluves entêtantes d'eau de Cologne. Au début, je croyais que c'était celui qui avait un pantalon de velours, des sandales et qui se roulait des clopes. Mais non, celui-là, c'était un prof de fac. Après enquête, j'ai fini par le trouver. Un quadra habillé d'un jean et d'une chemise branchée, qui parlait du contenu du dernier *Courrier International*. Il n'avait pas même un teint rougeâtre. Un peu bronzé, oui, parce qu'il revenait de vacances. Il a vécu un temps à Londres, il est incollable

sur l'informatique, a un studio en centre-ville et fait ses courses au supermarché. J'ai vécu là un grand moment de désarroi.

Où est passé mon paysan? Mon plouc, mon ringard, mon bouseux? Oui, parce qu'après avoir réfléchi, j'ai revisité la cour de ferme de mon enfance. Revoyons la scène. Autour de la brouette, la cour est pleine de gadoue, jonchée de cacas de poule. Les WC sont cette cabane au fond du jardin où j'avais peur de m'asseoir sur les planches trouées. Et puis, ça sent fort. Et je me moquais un peu de la salle à manger fermée toute l'année, qu'on n'ouvrait que pour les repas de fêtes, avec patins et vitrines tremblotantes. Aux baloches, on préférait d'ailleurs danser entre filles plutôt qu'avec un fils d'agriculteur. C'était bien. On se distinguait facilement. Nous étions de la ville. Modernes.

Aujourd'hui, rien ne va plus, les agriculteurs vivent avec leur temps. Paraît même que cela fait un moment et que je ne m'étais rendu compte de rien. Pas voulu voir. Sans doute que cela ne m'arrangeait pas. Je pouvais accepter sans problème les innovations, l'accélération des changements, le stress, la pollution, les champs qui se recouvrent de résidences pavillonnaires et de zones commerciales... Tout, puisqu'il restait un repère immuable, pas seulement un pan de l'enfance préservé, figé dans les replis des coteaux, ce petit musée intérieur que la société tout entière accepte de patrimonialiser à coups de villages fleuris, fermes pilotes et fêtes des moissons. Non. J'y ai perdu aussi mon bouseux. Depuis que je ne sais plus où sont les ploucs, j'ai comme une bouffée d'angoisse. Et si j'en étais une? □

En (RE) lectures...

« Nourrir la Planète »

par Michel Griffon. Éditions Odile Jacob.

Huit cents millions de sous-alimentés vivent pour la plupart dans les pays en voie de développement. D'ici 2050, la planète comptera trois milliards d'habitants de plus. Comment allons-nous nous nourrir? Dès les années 1960, cette question s'est posée, et nous y avons répondu par la Révolution verte, fondée sur la génétique, les engrais, les pesticides, des politiques publiques vigoureuses. Cette stratégie ne suffit plus. Comment aujourd'hui concilier productivité accrue, respect de l'environnement et souci de l'équité entre les hommes? Michel Griffon brosse le tableau de la crise alimentaire mondiale qui se dessine et jette les bases de ce que devrait être le développement durable de l'agriculture du futur. Il plaide pour une « révolution doublement verte ».

« Nourrir l'humanité, les grands problèmes de l'agriculture mondiale au XXI^e siècle »

par Bruno Parmentier (préface de Edgard Pisani). Éditions de la Découverte.

Nourrir les Français? La tâche est relativement facile depuis qu'a disparu la malédiction millénaire qui rendait chacun inquiet de sa subsistance quotidienne. Nourrir l'humanité? Un défi bien plus complexe face au scandale des 850 millions de personnes qui ne peuvent manger à leur faim et aux trois milliards d'humains supplémentaires qu'il faudra nourrir en 2050 alors que la planète va manquer d'eau, de terre et d'énergie et que nous devons affronter les effets de nos inconséquences actuelles: réchauffement de la planète, pollution, érosion, perte de la

biodiversité... Dans ce livre sont présentés tous les aspects de ce gigantesque défi, sans doute le plus important du XXI^e siècle et pour lequel l'agriculture sera à nouveau appelée à occuper le devant de la scène. Sont ainsi exposées très pédagogiquement les questions de l'avenir des subventions agricoles au sein d'un commerce « mondialisé », des rapports de l'agriculture avec l'agro-industrie et la grande distribution, du risque de crises sanitaires de grande ampleur, de l'extension de la production OGM, mais aussi de l'émergence de nouveaux pays exportateurs tels que la Chine et le Brésil.

« Nourrir 9 milliards d'hommes »

Ouvrage collectif sous la direction de Gérard Ghersi. Éditions ADPF.

L'accès à une nourriture saine, équilibrée et en quantité suffisante n'est, aujourd'hui encore, pas rendu possible partout, souvent entravé par une insécurité alimentaire qui revêt de multiples formes. Si les problématiques et les solutions apportées diffèrent d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre, la sécurité alimentaire représente un enjeu majeur pour l'ensemble des populations actuelles et des générations à venir. Comment parvenir à nourrir convenablement et durablement neuf milliards d'hommes en 2050?

« Manger: Français, Européens et Américains face à l'alimentation... »

par Claude Fischler et Estelle Masson. Éditions Odile Jacob.

Voici une grande enquête internationale sur les attitudes vis-à-vis de l'alimentation, du corps et de la santé, réalisée plusieurs années durant sur plus de 7000 personnes. Une véritable radiographie, précise et fouillée, des « mangeurs » contemporains dans six pays occidentaux et quatre langues. Au-delà de l'apparente homogénéisation des goûts, et de l'émergence d'un marché planétaire de la pizza et du hamburger, une plongée passionnante au cœur de nos différences culturelles.

« L'Homnivore »

par Claude Fischler. Éditions Odile Jacob.

L'une des bibles sur nos représentations et modes alimentaires. Claude Fischler interroge les racines de nos représentations, de nos goûts et de nos dégoûts alimentaires. Il décrit les mutations des modes de vie, l'invasion de la diététique, le souci croissant du corps et du poids, les révolutions de la haute cuisine et montre qu'à l'âge de l'abondance, nous sommes sans doute plus menacés par la cacophonie diététique ambiante que par ce que contiennent nos assiettes.

« Au Bonheur des Campagnes »

par Bertrand Hervieu et Jean Viard.

Édition de l'Aube.

« La France charnelle est de retour, celle des bois et des prés, du bocage normand, des alpages, de la Haute-Provence et des rivages. Oui, on l'aime cette France-là, terrienne et paysanne, sauvage et naturelle, terre de plaisir et de mémoire. Par millions, dès le printemps venu, nous lui consacrons nos loisirs et nos rêves. La ville y perd beaucoup de ce qui fit sa force d'attraction – sa lumière et sa liberté. Ce bonheur qui nous saisit dès que le mot campagne résonne est loin de n'être qu'un rêve inaccessible. Pour la plupart d'entre nous, il évoque d'abord des paysages, des lieux de séjour et de récréation, même si l'attachement à une paysannerie gardienne des paysages reste considérable. »

Ce livre, fruit d'une vaste enquête menée tant dans les villages que dans les villes, est l'analyse de la mise en désir de cette campagne par des villes devenues sans limites.

« L'Archipel paysan »

par Bertrand Hervieu et Jean Viard.

Éditions de l'Aube.

« Qui sont les derniers représentants de la cohorte paysanne qui depuis vingt siècles laboure et ensemence le sol de France? »

L'Archipel paysan tente de répondre à cette question... Minorité issue d'une majorité historique, les hommes de la terre préfigurent

sur le plan démographique ce que sera sans doute la France des années 2030. Issue du modèle paysan-propritaire défenseur du pacte institué sous la III^e République, cette minorité, forte de douze mille maires, occupe un espace social qui va bien au-delà des questions alimentaires. La campagne devient alors un patrimoine autant culturel que naturel, au temps de l'urbanité généralisée et du village réinventé. Face aux logiques dominantes des marchés mondialisés, la campagne française peut-elle se reconstruire comme espace public local en évitant aux agriculteurs la tentation du repli communautaire?

« Gens de l'Agriculture »

par Jean-Luc Mayaud. Éditions du Chêne.

Après Gens de la terre: la France rurale 1880-1940, Jean-Luc Mayaud poursuit ses recherches en étudiant la France agricole depuis 1940. Durant cette période, l'agriculture française connaît un développement sans précédent: la France consolide son autosuffisance alimentaire et devient l'un des principaux pays exportateurs de denrées agricoles. Cette révolution silencieuse est le fait d'agriculteurs qui ont pour la plupart choisi de transformer leur métier en le professionnalisant, en le mécanisant, en multipliant également les recours à la chimie. La rupture se fait brutale, parfois violente et revendicatrice. En quelques décennies, la taille moyenne des exploitations augmente considérablement, réduisant d'autant le nombre des exploitants et contribuant à accélérer le départ des populations non agricoles. Les terres les moins productives sont abandonnées. Surproduction chronique, pollutions diverses et vaches folles concourent progressivement à la remise en cause du modèle dominant de production intensive, tandis que le rural devient objet du désir des populations citadines avides d'authenticité et de paix des champs... 430 photographies soigneusement commentées rendent compte des évolutions contrastées des campagnes françaises et de leurs agriculteurs.



**Le Groupe Saint-Germain¹ :
des échanges
multidisciplinaires
pour ouvrir
la réflexion
sur les agricultures
européennes
de demain**

C'est pour mieux explorer les pistes et les conditions concrètes de nouvelles ambitions pour la Politique Agricole Commune (PAC) que s'est constitué le Groupe Saint-Germain, autour de **Stéphane Le Foll**, député européen (PSE), membre de la Commission Agriculture du Parlement européen.

Sous la présidence d'honneur **d'Edgard Pisani**, ce groupe de réflexion multidisciplinaire rassemble une trentaine d'universitaires, de chercheurs, d'experts publics et de responsables professionnels, figurant parmi les

meilleurs connaisseurs du monde agricole et rural français et international. Leurs échanges réguliers ont pour objectif d'éclairer les enjeux, les dynamiques et les tensions qui traversent nos territoires ruraux afin de contribuer à revisiter le projet de l'agriculture et de la ruralité, de ses territoires, ses fonctions, ses hommes et ses femmes. En clair, une redéfinition des politiques agricoles en France et en Europe qui intègre les données économiques, sociales et environnementales afin de proposer une vision partagée par le plus grand nombre, capable d'offrir aux agriculteurs un revenu, une reconnaissance et une légitimité dans la société.

À la veille du « bilan de santé » de la PAC en 2008, et de sa révision de 2013, ce premier Cahier rassemble différentes contributions des membres du Groupe Saint-Germain, pour inviter à la réflexion et à l'ouverture d'un débat sur l'avenir de la politique communautaire.



¹ - Le Groupe Saint-Germain tire son nom du boulevard parisien où il se réunit régulièrement. Un clin d'œil également à l'histoire du monde coopératif et syndical agricole français : c'est en effet sous cette même dénomination que furent désignés les syndicats agricoles de gauche, dont Gambetta a créé les prémices à la fin du XIX^e siècle, avec la Société Nationale d'Encouragement à l'Agriculture, sise boulevard Saint-Germain.